



A L'OCCASION DE L'AÏD EL FITR
**AIR ALGÉRIE RÉDUIT
DE 40% LES BILLETS DE SES
VOLS INTERNATIONAUX**

La compagnie aérienne Air Algérie a annoncé, lundi dans un communiqué, une réduction exceptionnelle pouvant atteindre jusqu'à 40% sur les tarifs des vols à l'occasion de l'Aïd El-Fitr.



P.4

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 13 ramadhan - 3 Mars 2026 - N° 1250 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix : 25 DA

LES MINES, SOCLE
DE LA SOUVERAINETÉ
ÉCONOMIQUE ALGÉRIENNE

UN SIÈCLE DE COMBAT POUR LA MAÎTRISE DES RESSOURCES NATIONALES



Des spécialistes et chercheurs ont réaffirmé, ce lundi dans la capitale, le rôle fondamental joué par l'industrie minière dans la construction de l'économie nationale. Ils ont insisté sur sa contribution au renforcement de l'indépendance du pays et à la diversification de ses sources de revenus.

P.4

APPELS PRESSANTS
À LA DÉESCALADE AU
MOYEN-ORIENT

MAIS LA TENSION PREND DE L'AMPLEUR

La montée des tensions militaires dans le Golfe et au Moyen-Orient s'est poursuivie lundi, dans un climat marqué par de nombreux appels à la modération et à la reprise du dialogue diplomatique, afin de prévenir tout embrasement généralisé de la région.

P.7

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DE L'ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE S'ENTRETIENT PAR TÉLÉPHONE AVEC LES DIRIGEANTS DE PAYS ARABES FRÈRES



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, dimanche soir, des entretiens téléphoniques avec ses frères dirigeants de certains pays arabes frères, au cours desquels ont été évoqués les derniers développements de l'escalade militaire au Moyen-Orient.

FOOTBALL/ PRÉPARATION COUPE DU MONDE 2026 PAYS-BAS – ALGÉRIE, LE 3 JUIN À ROTTERDAM

L'équipe nationale de football affrontera en amical les Pays-Bas, le mercredi 3 juin prochain à Rotterdam (19h45, heure algérienne), dans le cadre des préparatifs pour la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet), a annoncé la Fédération algérienne (FAF), lundi dans un communiqué.

P.11

SOLIDARITÉ ÉDUCATIVE AFRICAINE

ENGAGEMENT ALGÉRIEN POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Nourrir les écoliers pour mieux les instruire : tel était le cœur des échanges à la 11e Journée africaine de l'alimentation scolaire. Présent par visioconférence, le ministre algérien Mohamed Seghir Sadaoui y a porté une vision où le repas scolaire devient un investissement d'avenir. Une approche que l'Algérie propose désormais de partager à l'échelle du continent.

Par Chaimaa Sadou

C'est par visioconférence que le ministre a pris part, dimanche, aux travaux de la session ministérielle de la 11e édition de la Journée africaine de l'alimentation scolaire, organisée à Gaborone, au Botswana. L'information a été rendue publique par un communiqué du ministère de l'Éducation nationale.

Instituée en 2016 par décision des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, cette journée continentale vise à promouvoir l'alimentation scolaire comme un levier essentiel de développement. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, feuille de route stratégique destinée à bâtir une Afrique prospère, fondée sur une croissance inclusive et un développement durable.

Dans son intervention, M. Sadaoui a souligné que l'institution de cette journée traduit une prise de conscience collective à l'échelle du continent. Pour lui, l'alimentation scolaire ne relève pas uniquement d'un service social, mais constitue un investissement stratégique dans l'éducation, la santé et même l'économie.

"L'alimentation scolaire n'est pas une dépense, c'est un investissement souverain dans le capital humain de nos nations", a insisté le ministre. Un élève bien nourri assimile mieux les cours, reste plus attentif en classe et renforce ses aptitudes intellectuelles et son état de santé.

Le ministre a présenté les grandes lignes de l'expérience algérienne dans le domaine de l'éducation, en insistant sur l'attention particulière accordée au cycle primaire. Cette orientation, a-t-il rappelé,



s'inscrit dans le cadre des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui place l'école au cœur des priorités nationales.

En Algérie, l'alimentation scolaire est conçue comme un dispositif intégré qui ne se limite pas à la distribution d'un repas chaud. Repas équilibrés, accès à l'eau potable, règles d'hygiène et infrastructures adaptées en sont les piliers. L'objectif est de garantir un environnement sain, favorable à la prévention des maladies et au bien-être des élèves.

Une bonne alimentation est, selon les spécialistes, un facteur déterminant dans la réussite scolaire. Un repas équilibré,

riche en protéines, en vitamines et en minéraux, permet de maintenir l'attention en classe et de lutter contre la fatigue. À l'inverse, la malnutrition peut entraîner des retards d'apprentissage, des difficultés de concentration et une vulnérabilité accrue aux maladies. En investissant dans la restauration scolaire, les États investissent donc dans le capital humain et dans l'avenir de leurs sociétés.

Dans cette optique, le ministère de l'Éducation nationale a organisé, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, une semaine nationale de la santé scolaire, en coordination avec le ministère de la Santé. Cette initiative vise à sensibiliser les

élèves aux bonnes pratiques alimentaires, à l'hygiène et à la prévention sanitaire.

M. Sadaoui a appelé la Commission de l'Union africaine à adopter ce modèle en instaurant, dans tous les pays africains, une semaine de la santé scolaire au début de chaque année. Selon lui, un tel mécanisme renforcerait les comportements sains chez les élèves et soutiendrait les objectifs de l'alimentation scolaire, tant sur le plan éducatif que sanitaire.

Réitérant l'engagement de l'Algérie à soutenir les politiques continentales en matière d'alimentation scolaire, le ministre a exprimé la disponibilité du pays à partager son expérience et à renforcer la coordination avec les autres États africains. Cette coopération, a-t-il souligné, est essentielle pour relever les défis communs liés à la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la qualité de l'éducation.

Au-delà des déclarations, cette participation traduit une volonté affirmée de l'Algérie de s'inscrire pleinement dans les dynamiques africaines en matière d'éducation et de développement humain. L'alimentation scolaire apparaît ainsi comme un outil concret de solidarité, mais aussi comme un pilier de transformation sociale.

La 11e Journée africaine de l'alimentation scolaire rappelle que nourrir les élèves, c'est préparer l'avenir du continent. L'engagement de l'Algérie s'inscrit dans une vision de solidarité africaine où l'école devient un espace de santé, d'égalité des chances et de progrès durable. Une ambition qui, portée devant l'Union africaine, pourrait inspirer d'autres pays du continent.

C.S

MOBILISATION POUR RENFORCER L'EFFICACITÉ DU SECTEUR DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

SUIVI RIGOUREUX DES PROGRAMMES ET ACCÉLÉRATION DES RÉFORMES

Le secteur de l'emploi et du travail intensifie ses efforts, favorisant la création de nombreux postes dans les secteurs public et privé, tandis que le ministère concerné poursuit le suivi et l'évaluation de leur mise en œuvre ainsi que l'application des différents programmes.

Par Ikram Haou

Une réunion a été présidée avant-hier par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, consacrée à la coordination et à l'évaluation de l'état d'avancement de l'exécution des programmes et projets du secteur du travail et de l'emploi.

Il est à noter que, lors de cette rencontre, des cadres de l'administration centrale étaient présents, et que le bilan des activités des différentes structures centrales, couvrant la période du 3 au 28 février, leur a été présenté dans plusieurs domaines, notamment ceux du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

En outre, ils ont procédé à l'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes et projets, tout en assurant le suivi de la concrétisation des instructions émises lors des réunions pré-

cédentes. À cette occasion, le ministre a déclaré que la situation exige davantage de discipline, d'efficacité et de clairovoyance, ainsi qu'un travail fondé sur une approche mesurable, évaluable et orientée vers les résultats escomptés, a souligné M. Saihi.

Il a également ajouté qu'il est nécessaire d'accélérer l'achèvement des projets et programmes en suspens, dans des délais précis et contraignants, tout en précisant les responsabilités de chaque partie, notamment en ce qui concerne les manquements enregistrés, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le ministre a insisté sur la garantie de l'accès des usagers à l'ensemble de leurs droits dans les meilleurs délais, ainsi que sur la concrétisation de la continuité des services, sans interruption ni retard injustifié, a souligné M. Saihi.

Il a également appelé toutes les structures relevant des organismes placés sous tutelle à poursuivre la mission pour la-

quelle elles ont été créées, dans le respect des principes de neutralité et d'efficacité, sans aucun manquement au devoir du service public.

De même, il a exhorté à renforcer le soutien au processus de numérisation et à développer les services à distance, tout en simplifiant l'ensemble des procédures, en réduisant les délais et en améliorant la qualité des prestations, comme il l'a indiqué.

Tout en précisant qu'aucune indulgence ne sera accordée aux comportements portant atteinte aux intérêts des citoyens ou nuisant à l'image du service public.

Le ministre a, par ailleurs, instruit les cadres chargés de la modernisation d'instaurer un tableau de bord central, régulièrement actualisé, comprenant des indicateurs précis pour mesurer les différents aspects des activités des organismes, notamment les taux de réalisation,

les délais de traitement des dossiers, le niveau de satisfaction des usagers ainsi que la situation financière, afin de permettre la prise de décision en temps opportun et le traitement immédiat des dysfonctionnements.

Il est à noter que ces mesures visent à assurer un meilleur suivi des activités des organismes et établissements sous tutelle, ainsi qu'à vérifier leur engagement quant aux objectifs et programmes inscrits dans la feuille de route élaborée au cours de la même réunion.

Il a, en outre, insisté sur la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle et les opérations d'évaluation périodique, ainsi que d'ancrer la culture de la reddition des comptes et d'améliorer le lien entre responsabilité et obligation de rendre compte, a-t-il conclu.

I.H

PRIX DE L'INNOVATION SCOLAIRE

RÉCEPTION DES PROJETS DES ÉLÈVES QUALIFIÉS POUR LA PHASE NATIONALE DU 8 AU 19 MARS

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, lundi dans un communiqué, que la période allant du 8 au 19 mars en cours a été fixée pour la réception des projets des élèves qualifiés pour la phase nationale du Prix national de l'innovation scolaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions relatives à l'organisation du concours du Prix national de l'innovation scolaire, dans sa première édition placée sous le thème "L'innovation dans le domaine de la robotique", le ministère annonce le lancement de la phase nationale

consacrée à l'évaluation des projets des élèves lauréats au niveau des wilayas, précise le communiqué.

Cette phase constitue "une étape charnière" dans le déroulement de ce concours national, qui a enregistré à travers les différentes wilayas du pays "une large interaction et une participation qualitative reflétant l'esprit d'initiative et la capacité d'innovation des élèves dans le domaine de la robotique, en tant que l'un des vecteurs essentiels des sciences et technologies modernes et un domaine prometteur pour le développement des compétences

en pensée d'ingénierie et en innovation technologique en milieu scolaire", ajoute la même source. Dans ce cadre, "la période du 8 au 19 mars 2026 a été fixée pour la réception des projets qualifiés à la phase nationale, en vue de leur présentation devant la commission nationale compétente, chargée de les étudier et de les évaluer conformément aux critères adoptés, en prévision de leur classement, de l'annonce des résultats définitifs et de la consécration des lauréats des premières places au niveau national".

Ce concours s'inscrit en droite ligne

avec la vision stratégique du secteur visant à "ancrer la culture de l'innovation au sein des établissements éducatifs et à encourager les élèves à transformer les connaissances théoriques en projets applicatifs à dimension scientifique et technologique, tout en stimulant leurs capacités créatives et en renforçant l'esprit d'initiative et la compétition positive entre eux, consacrant ainsi l'école comme un espace producteur d'idées et de solutions innovantes développables et valorisables", conclut le communiqué.

RS

ILS ONT ÉVOQUÉ LES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DE L'ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE S'ENTRETIENT PAR TÉLÉPHONE AVEC LES DIRIGEANTS DE PAYS ARABES FRÈRES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, dimanche soir, des entretiens téléphoniques avec ses frères dirigeants de certains pays arabes frères, au cours desquels ont été évoqués les derniers développements de l'escalade militaire au Moyen-Orient.

Le président de la République a eu un entretien téléphonique avec son frère, le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, pays frère, son Altesse Mohammed ben Salmane, au cours duquel il a pris de ses nouvelles ainsi que de celles de Sa Majesté le Roi, Serviteur des Lieux Saints de l'Islam, et du peuple saoudien frère en ces circonstances difficiles que traverse la région du Moyen-Orient, souhaitant le retour de la paix et de la sécurité dans les "plus brefs délais".

Le président de la République s'est également entretenu par téléphone avec son frère Abdallah II, souverain du Royaume hachémite de Jordanie, pays frère, sur la situation dans la région et ses répercussions sur le peuple jordanien frère, souhaitant "le retour du calme et de la paix en Jordanie et dans l'ensemble de la région".

Le président de la République a aussi eu un entretien téléphonique avec son frère, l'Emir de l'Etat frère du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim



Ben Hamad Al Thani, au cours duquel ils ont évoqué l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Lors de l'échange, Monsieur le président a exprimé son plein soutien au rôle de médiation de Son Altesse l'Emir de l'Etat du Qatar pour mettre fin à la

dangereuse escalade au Moyen-Orient, souhaitant "un retour rapide au calme et à la paix dans la région".

Le président de la République s'est, en outre, entretenu par téléphone avec son frère, le Sultan d'Oman, pays frère, sa Majesté Hai-

tham ben Tariq, avec lequel il a évoqué les derniers développements de la dangereuse escalade militaire dans la région du Moyen-Orient. Lors de l'échange, Monsieur le président a exprimé à sa Majesté le Sultan d'Oman son espoir de voir un retour de la sécurité, de la paix et du calme dans la région, appréciant "le rôle de la médiation omanaise et les résultats très positifs obtenus".

Le président de la République a également eu un entretien téléphonique avec son frère, son Altesse Cheikh Mechaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Emir de l'Etat frère du Koweït, au cours duquel ils ont évoqué la grave détérioration de la situation sécuritaire au Moyen-Orient.

Le président de la République a exprimé à son frère l'Emir de l'Etat frère du Koweït "son soutien en faveur d'un rétablissement rapide de la paix et de la sécurité, de manière à préserver les intérêts et l'intégrité du peuple koweïtien frère".

RA/APS

CHAMPIONNAT MILITAIRE DE CROSS-COUNTRY, ORGANISÉ EN GRÈCE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉLICITE LA SÉLECTION NATIONALE MILITAIRE D'ATHLÉTISME

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité, lundi, la sélection nationale militaire d'athlétisme qui a décroché les première et deuxième places dans deux disciplines

lors du Championnat militaire de cross-country, organisé en Grèce.

"Mes chaleureuses félicitations à notre sélection nationale militaire d'athlétisme pour avoir décroché les pre-

mière et deuxième places dans deux disciplines, parmi 38 pays participant au Championnat militaire de cross-country en Grèce. A d'autres sacres, si Dieu le veut .. Vive l'Algérie", a écrit le président

de la République sur son compte sur les réseaux sociaux.

APS

COOPÉRATION BILATÉRALE MAGRAMANE REÇOIT LA SECRÉTAIRE D'ETAT ADJOINTE SUISSE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CHARGÉE DU MOYEN ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD

Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, M. Lounès Magramane, a reçu, lundi, la Secrétaire d'Etat adjointe aux Affaires étrangères de la Confédération suisse, chargée du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Mme Monika Schmutz Kirgoz, dans le cadre de la visite de travail qu'elle effectue en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été "l'occasion d'aborder les relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et la Suisse dans plusieurs domaines, dans le cadre des visites et échéances bilatérales programmées entre les deux pays durant l'année en cours", précise la même source. Les deux parties ont également "échangé les vues sur les principales questions régionales et internationales d'actualité", conclut le communiqué.

RA

PROJETS HYDRAULIQUES DE TINDOUF EXPRESSION DE LA VOLONTÉ DES POUVOIRS PUBLICS DE SÉCURISER LA RESSOURCE EN EAU

Le ministre des Ressources en eau, Taha Derbal, a souligné, lundi à Tindouf, que les projets structurants dont a bénéficié la wilaya dans le domaine de l'eau "traduisent la volonté politique des pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde une importance particulière à la sécurisation de la ressource en eau et à l'amélioration de sa qualité".

Dans une déclaration à la presse, en marge du lancement des travaux de réalisation d'une nouvelle station de déminéralisation d'une capacité de 10.000 mètres cubes/jour, dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tindouf, le ministre a indiqué que ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République visant à accélérer le renforcement et la sécurisation de la ressource en eau ainsi qu'à améliorer la qualité de l'eau au profit des citoyens.

M. Derbal a souligné que cet important projet structurant "constitue un acquis qualitatif pour la wilaya, puisqu'il contribuera à réduire le taux de salinité de l'eau et à en améliorer la qualité".

Il a ajouté que sa concrétisation sera assurée par les deux groupes publics nationaux Cosider et Forimex.

Ce dernier sera chargé du forage des puits et de la mobilisation des nouvelles ressources hydriques nécessaires au fonctionnement de la station, au regard de son expertise dans ce domaine, tandis que Cosider prendra en charge la réalisation des infrastructures et ouvrages, s'appuyant sur ses importantes capacités humaines et logistiques ainsi que sur

son expérience dans la concrétisation de grands projets à travers le pays.

Le ministre a précisé que ce projet coïncide avec l'opération d'extension de l'actuelle station de déminéralisation de Tindouf, à travers l'augmentation de sa capacité de production de 5.000 mètres cubes/jour pour atteindre 20.000 mètres cubes/jour, affirmant que cela "reflète l'attention particulière accordée par les pouvoirs publics au secteur des ressources en eau dans la wilaya".

Ces projets structurants constituent, a-t-il ajouté, "un soutien effectif au service public de l'eau, non seulement en termes de renforcement des volumes destinés à la distribution, mais également par l'amélioration de la qualité de l'eau, garantissant ainsi un approvisionnement des citoyens en eau de qualité et en quantités suffisantes".

Dans le même contexte, il a été rappelé le lancement d'une étude relative à un autre projet portant sur le transfert d'eau vers le sud-ouest, dont l'achèvement est prévu au début de l'été prochain, avant la présentation de ses résultats aux autorités de tutelle en vue de sa concrétisation sous forme de projets d'investissement.

Le ministre a affirmé que l'approche adoptée ne se limite pas à l'alimentation en eau potable, mais inclut également le soutien à l'activité agricole à travers la mise à disposition des ressources hydriques nécessaires à l'extension des superficies agricoles, compte tenu des importantes potentialités dont dispose la wilaya de Tindouf dans ce domaine.

M. Derbal a indiqué que des

instructions fermes ont été données aux différentes entreprises chargées de la réalisation afin d'intensifier les efforts et de réduire les délais de livraison, pour permettre la mise en service de ces projets dans les plus brefs délais, "de manière à améliorer le service public de l'eau et à traduire sur le terrain les engagements du président de la République".

Cette visite a également été marquée par la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un complexe de pompage d'eau potable dans la zone d'activités du quartier "El Hikma", le ministre insistant sur la nécessité de respecter les normes techniques nationales et internationales ainsi que les délais de réalisation.

Il a en outre inspecté le projet d'assainissement des eaux usées du plan d'occupation des sols "El Wifak" et "El Wiaam", inscrit dans le cadre du programme complémentaire accordé à la wilaya par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a également été procédé à la mise en service du système d'alimentation en eau potable au poste frontalier "Mustapha Benboulaïd" ainsi qu'à la zone franche commerciale de Tindouf.

Le ministre a enfin suivi une présentation sur l'étude du transfert d'eau depuis le champ de captage "Blad Lemdna" vers Gara Djebilet, ainsi que depuis le champ de captage "Ain El Barka" vers Gara Djebilet, en plus de superviser la remise d'un laboratoire mobile au profit de l'unité de l'Algérienne des Eaux à Tindouf.

RA/APS

LES MINES, SOCLE DE LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ALGÉRIENNE

UN SIÈCLE DE COMBAT POUR LA MAÎTRISE DES RESSOURCES NATIONALES

Des spécialistes et chercheurs ont réaffirmé, ce lundi dans la capitale, le rôle fondamental joué par l'industrie minière dans la construction de l'économie nationale. Ils ont insisté sur sa contribution au renforcement de l'indépendance du pays et à la diversification de ses sources de revenus.

Par Halim Dardar

Cette réflexion s'est tenue lors d'un colloque de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), dont le thème portait sur le lien entre la quête d'émancipation et la maîtrise des richesses du sous-sol, de 1926 à nos jours. L'événement a réuni des universitaires, des cadres de l'administration ainsi que des acteurs du domaine minier.

Ouvrant les travaux, Abdelaziz Medjahed, patron de l'INESG, a rappelé que cette rencontre était programmée pour marquer le centenaire de la fondation de l'Étoile nord-africaine (ENA). Il a précisé que cette organisation avait, dès l'origine, placé la restitution des ressources, notamment minérales, au cœur de ses exigences politiques.

Il a également rappelé la nationalisation des mines en 1966, un acte fondateur qui a, selon lui, concrétisé la mainmise de l'Algérie sur ses propres matières premières. Auparavant, sous l'ère coloniale, leur exploitation



servait avant tout l'industrie de la métropole.

L'historien Saïdi Meziane, de l'ENS de Bouzaréah, a pour sa part souligné que l'ENA avait fait de la pleine possession des richesses du territoire un pilier de son action, une

revendication qui allait durablement marquer le combat national. Il a retracé l'histoire extractive du pays en notant que l'exploitation intensive avait commencé dès 1871, avec l'envoï massif de minerais vers la France.

Abordant les enjeux actuels, l'ex-

pert Rachid Tridi a rappelé que l'héritage de l'ENA était toujours vivant, la revendication de l'époque étant devenue une réalité avec le contrôle étatique des ressources. Cette mainmise a offert au pays la pleine disposition de son potentiel minéral.

L'économiste Réda Amrani a, quant à lui, pointé le sous-développement de l'exploration minière. Il a appelé à une synergie accrue entre l'ex-SONAREM et Sonatrach pour mieux valoriser les informations géologiques déjà collectées.

Enfin, le géologue Messaoud Houfani a mis en lumière les grands chantiers d'aujourd'hui. Il a cité les complexes de Gara Djebilet, de Bled El Hadba ou encore de Tala Hamza comme des leviers essentiels. Selon lui, ces réalisations majeures vont dynamiser les filières minière et métallurgique, et hisser l'Algérie à une place plus compétitive à l'international.

H.D

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

ENREGISTREMENT DE 675 PROJETS D'UNE VALEUR DE PLUS DE 138 MILLIARDS DE DINARS DANS LA FILIÈRE PLASTIQUE

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré 675 projets d'investissement dans la filière plastique, d'une valeur de plus de 138 milliards de dinars, a indiqué lundi à Alger le Directeur général de l'agence, Omar Rekkache, soulignant le rôle stratégique de cette filière dans la diversification de l'économie nationale et le renforcement de la transformation industrielle.

M. Rekkache s'exprimait lors d'un atelier consacré à la filière plastique et polymères, co-organisé par l'AAPI et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), sous le thème "Renforcer la croissance économique à travers une orientation stratégique de l'investissement productif", en présence d'opérateurs économiques de la filière et de représentants de plusieurs départements ministériels et d'organismes concernés.

Dans son allocution à cette occasion, M. Rekkache a précisé que le nombre de projets d'investissement enregistrés au niveau des guichets uniques décentralisés et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers de l'agence a atteint, entre le 1er février 2022 (date du lancement de l'AAPI) et fin février 2026, 675, d'une valeur totale déclarée de 138,7 milliards de dinars.

Ces projets, susceptibles de créer 15.150 emplois directs, sont répartis entre 383 nouveaux projets et 292 projets d'extension, a-t-il ajouté, faisant état de six investissements directs étrangers et de 18 projets en partenariat avec des opérateurs locaux.

Détaillant ce bilan, le Directeur général de l'AAPI a fait savoir que 26 projets ont été enregistrés dans cette filière en 2022 (novembre et décembre), 169 en 2023, 206 en 2024 et 239 en 2025, tandis que 35 ont été enregistrés en janvier 2026, ce qui reflète "l'intérêt croissant pour l'investissement dans cette filière".

Il a, en outre, fait état de l'entrée en phase d'ex-

ploitation de 51 projets, soulignant que les états d'avancement de 242 projets montrent que ces derniers ont atteint des stades avancés de réalisation, ce qui, a-t-il dit, "témoigne d'une dynamique réelle dans le processus de concrétisation des projets, confirmant le passage de la filière de la phase d'enregistrement des investissements à celle de la mise en oeuvre et de la production effective".

M. Rekkache a estimé que le succès du développement de cette filière en Algérie est étroitement lié au taux d'intégration locale et à sa capacité à créer de la valeur ajoutée, au-delà du seul volume de production.

Relevant que la facture d'importation des matières et produits plastiques s'est élevée à 2,79 milliards de dollars en 2024 avant de passer à 2,98 milliards de dollars en 2025, il a insisté sur la nécessité d'oeuvrer à la localisation d'investissements pouvant se substituer à ces importations, augmenter le taux d'intégration nationale et réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président du CREA, Kamel Moula, a affirmé que cette filière "ne constitue pas une simple activité industrielle technique, mais une base structurelle soutenant de nombreux secteurs vitaux de l'économie nationale", soulignant que "les entreprises algériennes ont su, au cours des dernières années, développer une grande expertise et acquérir des compétences techniques et des capacités de production importantes, qui permettent non seulement

de couvrir une grande partie des besoins du marché national, mais aussi d'envisager une nouvelle étape axée sur le développement de l'innovation et l'augmentation de la valeur ajoutée".

Concernant la coopération entre le CREA et l'AAPI, il a expliqué qu'elle repose sur une méthodologie de travail fondée sur l'étude de chaque spécialité professionnelle de manière distincte afin de parvenir à des solutions pratiques et précises permettant de renforcer la base industrielle nationale, réduire la dépendance aux importations, créer de la valeur ajoutée localement et ouvrir de nouvelles perspectives vers les marchés régionaux et internationaux.

Cet atelier a donné lieu à des débats au cours desquels ont été présentées des propositions visant à renforcer les perspectives de développement de cette filière et les opportunités d'investissement dans ce secteur.

Il s'agit du premier d'une série d'ateliers co-organisés par l'AAPI et le CREA, dans le cadre de la convention de partenariat signée entre les deux organismes en mars 2023. Le prochain atelier sera dédié à l'industrie pharmaceutique.

A travers ces rencontres, les deux parties s'emploient à contribuer à orienter efficacement l'investissement productif vers les secteurs d'activité prioritaires pour l'économie nationale.

RE

CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

LA RATIONALISATION PRÉCONISÉE

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a présidé, lundi à Alger, une réunion consacrée à l'examen de nombre de dossiers liés au programme national de rationalisation de la consommation d'énergie et d'amélioration de l'efficacité énergétique, indique un communiqué du ministère.

S'inscrivant dans le cadre du suivi de l'activité du secteur, cette réunion, tenue en présence de cadres du ministère, a permis d'évaluer l'état de

mise en œuvre des mesures et dispositions liées à la rationalisation de la consommation d'énergie et à l'amélioration de l'efficacité énergétique, précise la même source.

Lors de cette rencontre, le ministre a suivi des présentations détaillées sur les dossiers inscrits à l'ordre du jour, avant de donner ses orientations et instructions sur les questions examinées, conclut le communiqué.

RE

TRANSPORT AÉRIEN

AIR ALGÉRIE RÉDUIT DE 40% SES VOLS INTERNATIONAUX À L'OCCASION DE L'AÏD EL-FITR

La compagnie aérienne Air Algérie a annoncé, lundi dans un communiqué, une réduction exceptionnelle pouvant atteindre jusqu'à 40% sur les tarifs des vols à l'occasion de l'Aïd El-Fitr. Cette offre spéciale prévoit des remises de 40% pour la classe économique et 25% pour la classe affaires, précise le com-

muniqué. Les réservations sont ouvertes à partir de ce lundi et ce jusqu'au 10 mars, pour les vols prévus entre le 12 et le 27 mars, date limite de retour, ajoute la même source.

RA

BÉJAÏA

UNE RÉCOLTE D'OLIVES EXCEPTIONNELLE

Les services agricoles de la wilaya de Béjaïa ont récemment communiqué des données encourageantes concernant la campagne oléicole en cours.

Par Ali Boudefel

D'après les informations fournies cette semaine par la Direction locale des services agricoles (DSA), ce sont plus de 870 000 quintaux d'olives qui ont déjà été ramassés depuis le début des travaux. Les derniers chiffres, arrêtés au 24 février par le service en charge de l'organisation de la production et du soutien technique (SOPAT), font état d'une récolte s'élevant à 876 535 quintaux, issus de près de 49 300 hectares de vergers répartis sur l'ensemble des localités de la wilaya. Le rendement enregistré pour cette saison atteint 17,75 quintaux par hectare, un résultat qui, selon les responsables, répond pleinement aux attentes du secteur agricole, voire les surpasse. En parallèle, les



opérations de trituration ont également progressé, avec quelque 805 400 quintaux d'olives déjà transformés. Cette activité a permis de produire environ 14,5 millions de litres d'huile, le rendement moyen

étant de 18 litres par quintal. Les autorités agricoles se montrent confiantes quant à la suite de la saison, la cueillette se poursuivant activement à travers tout le territoire. L'optimisme est de mise

pour ce qui est de l'issue de la campagne, annoncée comme prometteuse. D'un point de vue structurel, l'oléiculture occupe une place majeure dans la région. La superficie totale consacrée à cette culture dépasse les 57 000 hectares, abritant plus de 5,3 millions d'arbres. La part déjà productive du verger représente 52 884 hectares, pour un total de 4,6 millions d'oliviers en activité. Côté transformation, l'infrastructure locale compte 360 moulins, dont 99 entièrement automatisés, 117 partiellement automatisés et 144 de type traditionnel. Dans une optique de développement et de mise en valeur du patrimoine oléicole, la DSA a lancé en 2025 un vaste programme de plantation. Celui-ci prévoit l'implantation de 100 000 nouveaux plants de la variété "Chemlal" sur environ 400 hectares. À ce jour, près de 90 900 arbres ont déjà été mis en terre, marquant une avancée significative dans cette initiative de renouvellement et d'extension du verger.

A.B

ORAN

PLUS DE 3.600 LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS SERONT DISTRIBUÉS EN 2026

Quelque 3.630 logements publics locatifs devront être distribués, au cours de l'année en cours (2026), a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Le directeur local du logement a indiqué, lors d'une réunion de coordination consacrée à l'examen des programmes de logements en cours de réalisation dans les différentes formules, présidée par le wali d'Oran, Brahim Ouchène, en présence des membres de l'exécutif, que le

programme global de la wilaya comprend un total de 196.076 logements, toutes formules confondues, selon la même source. Il a précisé que 161.795 logements ont été achevés, tandis que 10.745 unités sont en cours de réalisation, en plus de 23.101 autres en phase de lancement à travers les différentes communes de la wilaya. Concernant le logement public locatif, la même source a fait état de 78.064 unités relevant de cette

formule, qui ont été entièrement distribuées, alors que 5.090 autres unités sont en cours de réalisation dans plusieurs communes. Pour sa part, le wali d'Oran s'est dit satisfait de l'avancement des projets de logements dans la wilaya, donnant des instructions pour poursuivre les efforts et livrer les logements dans les délais impartis, a-t-on ajouté.

R.R

MÉDÉA

DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE DE MAGHRAOUA

Des projets de développement destinés à remédier au manque enregistré dans certains secteur ont été inscrits au profit de la commune de Maghraoua, au nord-est de Médéa, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Ces projets concernent les domaines de l'alimentation en eau potable (AEP), l'assainissement et les routes. Leur concrétisation permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable des villages ruraux ciblés et de désenclaver les hameaux isolés de cette commune, a-t-on fait savoir. En matière de routes, il a été décidé d'inscrire un projet de réhabilitation d'un tronçon de chemin communal qui relie le chemin de wilaya (CW) 225 au

village d'Ouled Bensaad, sur une longueur d'environ deux kilomètres, a indiqué la même source. L'autre projet octroyé à cette commune concerne la réalisation, la rénovation et l'extension du réseau d'assainissement au niveau du chef-lieu de la commune, en plus d'un projet similaire inscrit, cette fois-ci, au profit des habitants du village de Tihlate, ont précisé ces mêmes services. Une étude de réalisation de deux forages profonds pour le renforcement de l'alimentation en eau potable du village de Chouirek a également été inscrite à l'indicatif de la commune de Maghraoua, a-t-on ajouté.

R.R

CONSTANTINE

SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'UNIVERSITÉ CONSTANTINE 2 ET L'INFSCJS

L'Université Abdelhamid Mehri (Constantine 2) vient de signer une convention de coopération avec l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (INFSCJS) de la wilaya dans le but de renforcer le partenariat entre les milieux académiques et professionnels ainsi que de promouvoir la complémentarité entre savoir théorique et expertise de terrain, a-t-on appris samedi du rectorat. La convention couvre plusieurs axes, notamment la formation, la recherche scientifique, l'encadrement, ainsi que l'organisation de manifestations scientifiques et sportives, a expliqué le

vice-recteur chargé des relations extérieures, Dr. Salah Ouili. Elle prévoit également la mise en place de projets et de programmes conjoints favorisant l'échange d'expertises et le développement de la recherche appliquée, selon le même responsable. Le partenariat ambitionne également d'offrir aux étudiants des espaces d'application et des opportunités professionnelles de qualité, afin de soutenir leur insertion et de valoriser leurs compétences dans les domaines de la jeunesse et des sports, a ajouté la même source.

R.R

SKIKDA

PLUS DE 550.000 QUINTAUX D'AGRUMES ATTENDUS

La wilaya de Skikda table sur une récolte avoisinant les 550.000 quintaux d'agrumes pour la saison agricole 2025-2026, selon les prévisions communiquées dimanche par le directeur des Services agricoles (DSA), Rabie Hamzaoui. Dans une déclaration à l'APS, ce dernier a précisé que les travaux de cueillette concerneront une surface totale d'environ 3.700 hectares, ce qui représente un gain de 500 hectares par rapport à l'exercice antérieur. M. Hamzaoui a également souligné que le rendement attendu se situe, pour la présente campagne, entre 150 et 200 quintaux à l'hectare. La production sera principalement composée d'oranges, lesquelles devraient représenter 60 % du volume global, le complément étant constitué de mandarines ainsi que de citrons jaunes et verts. Par ailleurs, le responsable a tenu à rappeler que la période dédiée à cette récolte s'étire de septembre à la fin du mois d'avril, en raison de l'existence de variétés précoces et d'autres plus tardives. Sur le plan géographique, cette culture est essentiellement concentrée dans les localités d'El Hadaïk, Salah-Bouchaour, Djendel Saadi-Mohamed, Emdjez Edchich, Sidi Mezghiche et Ramdane-Djamel.

A.B

ACTUALITÉS RÉGIONALES

ACHEMINEMENT DU PÉTROLE

LE DÉTROIT D'ORMUZ, AU CŒUR DES INQUIÉTUDES MONDIALES

La guerre en Iran souligne l'importance stratégique du détroit d'Ormuz, ce passage maritime, situé entre l'Iran et Oman, est l'un des points les plus sensibles de la planète. On l'appelle souvent la « porte du Golfe », car il constitue la principale voie de sortie du pétrole produit dans la région.

Par Rihab Taleb

Chaque jour, environ 20 millions de barils y transitent, soit près de 20 % de la consommation mondiale. Si ce détroit venait à être fermé, l'économie mondiale subirait un choc immédiat : une telle perte d'approvisionnement ne pourrait pas être compensée par les infrastructures existantes. Les oléoducs de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis permettent de contourner le détroit, mais leur capacité reste limitée à 2,6 millions de barils par jour, ce qui est très insuffisant.

Dans ce climat de tension, l'OPEP et ses alliés (OPEP+) se réunissent à Vienne pour discuter d'une éventuelle hausse de production. Les pays présents sont l'Arabie saoudite, l'Irak, les Émirats arabes unis, le Koweït et l'Algérie, rejoints par la Russie, le Kazakhstan et Oman. L'Iran, directement concerné par le conflit, n'y participe pas.

L'OPEP, fondée en 1960 à Bagdad, avait pour objectif de défendre les intérêts des pays producteurs face aux grandes



compagnies occidentales qui dominaient alors le marché. Depuis 2016, l'OPEP+ inclut des pays non membres comme la Russie, ce qui lui donne un poids supplémentaire dans la régulation de l'offre mondiale.

Le marché pétrolier était déjà sous pression avant l'éclatement du conflit. Le Brent, qui est la référence internationale du prix du pétrole, est passé de 61 dollars en début d'année à plus de 72 dollars, en intégrant une prime de risque géopolitique. Les analystes estiment qu'en cas de guerre prolongée et d'embrasement régional, le baril pourrait dépasser les 120 dollars, un seuil qui n'a pas été atteint depuis des années. Cette hausse ne s'explique pas seulement par les tensions militaires : le froid aux

États-Unis en janvier a provoqué des arrêts de production, les attaques de drones ont perturbé les infrastructures russes et une panne électrique au Kazakhstan a affecté le champ géant de Tengiz.

Face à ces perturbations, l'OPEP+ envisage une hausse de quotas de 137 000 barils par jour. Mais cette augmentation paraît dérisoire comparée aux pertes potentielles liées à une fermeture du détroit d'Ormuz. Seuls quelques pays, comme l'Arabie saoudite, les Émirats, le Koweït et l'Irak, disposent de marges de manœuvre pour accroître leur production. La Russie est déjà au maximum de ses capacités et perd des parts de marché, notamment en Inde. Les experts estiment que l'augmentation réelle de la production serait en fait

inférieure à la moitié de ce qui est annoncé, car plusieurs membres du cartel ne disposent pas des moyens techniques pour atteindre leurs quotas. Historiquement, le détroit d'Ormuz est un point de friction récurrent : la révolution iranienne de 1979, la guerre Iran-Irak dans les années 1980, les tensions avec l'entité sioniste et les pressions américaines ont régulièrement ravivé la crainte d'un blocage. Chaque crise dans cette zone a montré que le pétrole n'est pas seulement une ressource énergétique, mais aussi une arme géopolitique. La fermeture du détroit provoquerait une flambée des prix, une inflation généralisée et des tensions sociales dans les pays importateurs, notamment en Europe et en Asie. En termes simples, l'OPEP est une organisation qui regroupe les principaux pays producteurs de pétrole pour coordonner leur politique et influencer les prix. Le Brent est le nom donné au pétrole de référence échangé sur les marchés internationaux. Un baril correspond à environ 159 litres. Le détroit d'Ormuz est un passage maritime étroit mais vital, car il relie le Golfe persique à la mer d'Arabie et donc aux routes mondiales du commerce.

En résumé, la réunion de l'OPEP+ à Vienne se déroule dans un climat d'incertitude extrême. Même une hausse de production ne suffirait pas à compenser un blocage du détroit d'Ormuz. L'équilibre énergétique mondial repose donc sur la stabilité de ce corridor maritime, dont l'histoire démontre qu'il est à la fois un atout stratégique et une source permanente de fragilité pour l'économie internationale.

R. T

DETTES PUBLIQUES DES PAYS RICHES

QUAND LA MAUVAISE GESTION MENACE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Par Nawal Bordji

Pendant longtemps, le fardeau écrasant de la dette des nations pauvres a alimenté la précarité et freiné leur développement. Désormais, ce sont les engagements financiers excessifs de plusieurs économies avancées qui font peser une lourde menace sur la stabilité mondiale.

États-Unis, Royaume-Uni, France, Italie et Japon affichent des niveaux d'endettement historiques, susceptibles d'entraver durablement la croissance planétaire et de provoquer de nouvelles secousses financières.

À l'échelle nationale, le remboursement de cette dette absorbe une part considérable des budgets publics, réduisant d'autant les ressources disponibles pour les hôpitaux, les infrastructures routières, le logement social, la recherche ou encore l'éducation.

Dépendants des déficits, ces pays voient leurs charges d'emprunt s'alourdir, mobilisant toujours davantage de fonds publics. Les taux appliqués aux crédits commerciaux, immobiliers ou automobiles augmentent à leur tour, alimentant la pression inflationniste.

Plus préoccupant encore, l'ampleur de cet endettement, malgré une conjoncture relativement favorable et un chômage modéré comme aux États-Unis, restreint la capacité d'intervention des États en période de crise.

« Il est indispensable de pouvoir engager des dépenses massives et rapides lorsque la situation l'exige », rappelle Kenneth Rogoff, professeur d'économie à l'Université Harvard.

Que se passerait-il en cas de choc financier, de nouvelle pandémie ou de conflit armé ? Ou si les gouvernements devaient soudain accroître fortement les dépenses sociales et l'aide aux chômeurs sous l'effet de l'intelligence artificielle ou des catastrophes climatiques ?

S'endetter à grande échelle et dans l'urgence devient alors plus complexe et surtout plus coûteux lorsque la dette publique a déjà atteint des

sommets.

Au Forum économique mondial de Davos, en janvier, Donald Trump monopolisait l'attention, mais en arrière-plan, les ministres des Finances exprimaient leurs inquiétudes : comment répondre à des besoins essentiels dont la liste ne cesse de s'allonger ?

Dans un contexte de croissance soutenue et de faibles taux d'intérêt, l'emprunt peut stimuler l'activité, ou, en période de ralentissement, soutenir la relance. La dynamique actuelle de l'endettement remonte à la crise financière de 2008, lorsque les États ont épaulé les ménages tandis que les recettes fiscales s'effondraient. Les dépenses engagées durant la pandémie de COVID-19 ont encore amplifié ce phénomène, alors même que les taux d'intérêt se redressaient.

Pourtant, la dette n'a pas reculé. Aujourd'hui, dans six pays du G7, elle est égale ou supérieure à la valeur de la production annuelle, d'après le Fonds monétaire international.

Le vieillissement démographique et la faiblesse de la croissance touchent un nombre croissant de nations. L'allongement de l'espérance de vie accroît les dépenses de santé et de retraite, tandis que la population active et le nombre de contribuables diminuent.

Parallèlement, la reconstruction des infrastructures et l'investissement dans les technologies avancées deviennent incontournables. Selon une étude de l'Union européenne, ses 27 États membres devront consacrer 900 milliards de dollars à l'intelligence artificielle, à un réseau énergétique intégré, au supercalcul et à la formation professionnelle afin de rester compétitifs.

Au Royaume-Uni, le Future Governance Forum, un centre de réflexion londonien, estime à au moins 300 milliards de livres, soit environ 550 milliards de dollars canadiens sur dix ans, les sommes nécessaires à la modernisation des infrastructures, sans compter les milliards supplémentaires requis pour rénover le système de santé.

En Italie, où la dette atteint 138 % du PIB, les réductions budgétaires dans la santé, l'éducation et les services publics ont provoqué de vives contestations, à l'image des mouvements sociaux en France lors des tentatives de relèvement de l'âge de la retraite.

La France, engluée depuis des mois dans une impasse politique autour du budget, a vu sa note souveraine dégradée l'automne dernier, soulevant des interrogations sur sa solidité financière.

Au Japon, l'endettement atteint déjà des proportions vertigineuses, dépassant largement le double du PIB annuel.

En janvier, le rendement des obligations américaines à dix ans a culminé à son plus haut niveau depuis août.

La crédibilité financière des États-Unis avait vacillé brièvement l'an dernier, lorsque les volte-face tarifaires de Trump avaient entraîné une envolée des taux du Trésor.

La dette fédérale américaine s'élève désormais à 38 billions de dollars, soit près de 125 % de la taille de l'économie nationale.

Trump a promis des versements aux agriculteurs, aux contribuables et aux détenteurs d'obligations, malgré des marges budgétaires étroites. Les analystes anticipent que les élections de mi-mandat inciteront la Maison-Blanche à accroître encore les dépenses dans l'année à venir.

Le président s'est également engagé à porter les dépenses militaires à 1,5 billion de dollars lors du prochain exercice, ce qui alourdirait la dette de 5,8 billions supplémentaires, intérêts compris, sur dix ans, selon le Committee for a Responsible Federal Budget.

Les intérêts nets versés ont triplé en cinq ans pour atteindre près de 1 billion de dollars. Ils absorbent désormais 15 % du budget fédéral, devenant le deuxième poste de dépense après la sécurité sociale.

N.B

APPELS PRESSANTS À LA DÉSESCALADE AU MOYEN-ORIENT

MAIS LA TENSION PREND DE L'AMPLEUR

La montée des tensions militaires dans le Golfe et au Moyen-Orient s'est poursuivie lundi, dans un climat marqué par de nombreux appels à la modération et à la reprise du dialogue diplomatique, afin de prévenir tout embrasement généralisé de la région.

Par Karim-Akli Daoudi

Dans ce cadre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu dimanche soir par téléphone avec plusieurs dirigeants de pays arabes frères, lors d'échanges consacrés à l'examen des derniers développements liés à l'intensification des opérations militaires au Moyen-Orient.

Sur instructions du chef de l'État, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a, de son côté, reçu au siège du ministère les ambassadeurs des pays arabes touchés par les récentes attaques, dans le contexte de la vague actuelle d'escalade que connaît la région.

À la lumière de ces événements, et après une évaluation des risques réalisée conformément aux normes internationales en vigueur, la Jordanie a décidé de procéder à la fermeture partielle et temporaire de son espace aérien à l'ensemble des vols à l'arrivée, au départ et en transit.

Le président du Conseil des



commissaires de l'Autorité jordanienne de régulation de l'aviation civile, Diaf Allah Al-Farajat, a précisé dans un communiqué que cette mesure concerne l'ensemble des liaisons entrantes, sortantes et en survol, compte tenu de l'évolution de la situation régionale et à l'issue d'une analyse approfondie des me-

naces potentielles, en conformité avec les standards internationaux.

Par ailleurs, le ministre turc des Transports et des Infrastructures, Abdulkadir Uraloglu, a annoncé, lundi également, la suspension des vols des compagnies aériennes turques à destination de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie, du Liban et de la

Jordanie, et ce, jusqu'à vendredi prochain.

Dans le même temps, la Chine a renouvelé son appel en faveur d'un cessez-le-feu et d'un retour à la diplomatie au Moyen-Orient, estimant que « la priorité absolue demeure l'arrêt immédiat des opérations militaires afin d'empêcher l'extension du conflit ».

De son côté, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Grossi, a qualifié la situation régionale de « très préoccupante » et exhorté l'ensemble des parties à faire preuve de « la plus grande retenue ».

Enfin, le pape Léon XIV a lancé un appel solennel pour mettre un terme à la « spirale de la violence » au Moyen-Orient, invitant les protagonistes à privilégier sans délai la voie diplomatique. « Face au risque d'une tragédie d'une ampleur considérable, j'exhorte les acteurs concernés à assumer leur responsabilité morale afin d'interrompre cette spirale de la violence avant qu'elle ne provoque une fracture irréversible », a-t-il déclaré devant les fidèles rassemblés place Saint-Pierre.

KAD

L'AVERTISSEMENT DU MAE IRANIEN
L'ASSASSINAT DU GUIDE SUPRÊME
AURA DES CONSÉQUENCES
"GÉNÉRALISÉES"

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a averti que les attaques menées par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran et l'assassinat du guide suprême iranien Ali Khamenei auraient des conséquences "profondes et généralisées", dont la responsabilité "incomberait uniquement aux auteurs".

Il a fait cette déclaration dans une lettre adressée dimanche au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et au Conseil de sécurité, au lendemain des frappes menées par les Etats-Unis et Israël contre Téhéran et plusieurs autres villes iraniennes, qui ont coûté la vie au plus haut dirigeant du pays, a rapporté l'agence de presse officielle IRNA.

M. Araghchi a déclaré que lors d'une série d'attaques "agressives, non provoquées et injustifiées" contre la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Iran samedi dernier, les Etats-Unis et Israël

avaient "délibérément" pris pour cible le plus haut responsable d'un Etat membre indépendant de l'ONU.

Il a qualifié cette attaque d'acte "terroriste lâche" et d'atteinte "directe aux principes les plus fondamentaux du droit international, notamment l'interdiction du recours à la force, l'égalité souveraine des Etats et l'inviolabilité et l'immunité des chefs d'Etat".

Une telle action crée "une pratique précaire et sans précédent qui viserait les normes fondamentales de la souveraineté des Etats et du comportement civilisé entre les nations" et causera "des problèmes imprévus dangereux", a-t-il averti. Dans sa lettre, M. Araghchi a également souligné le droit "inhérent et inaliénable" de l'Iran à défendre sa souveraineté, son intégrité territoriale et son peuple en vertu de la Charte des Nations Unies.

RI

PALESTINE OCCUPÉE
FATTOUH DÉNONCE
LA CONFISCATION DES TERRES
PALESTINIENNES PAR
LES COLONS SIONISTES

Le président du Conseil national palestinien, Rawhi Fattouh, a déclaré, lundi, que les actes de terrorisme et de clôture de terres palestiniennes menés par des colons sionistes dans les zones d'Umm al-Jamal et d'Ain al-Hilweh, dans le nord du Jourdain, constituent un crime de spoliation visant la présence palestinienne dans la vallée.

Cité par l'agence de presse palestinienne Wafa, M. Fattouh a affirmé que ces pratiques représentent une violation flagrante du droit international, qui interdit le transfert de la population de la puissance occupante vers les territoires occupés, ainsi que la confiscation des biens privés et la modification du caractère démographique et géographique du territoire occupé. Il a considéré que la clôture des terres constitue un prélude effectif à un nettoyage ethnique et à la confiscation des terres dans le cadre d'un plan expansionniste.

Il a souligné que l'extrême droite sioniste s'emploie délibérément à saper tout processus de négociation à travers l'expansion coloniale, l'accaparement des terres et la légalisation des avant-postes coloniaux, consacrant ainsi une politique d'annexion et de morcellement de la géographie palestinienne, ce qui compromet concrètement la solution à deux Etats.

M. Fattouh a ajouté que le silence de la communauté internationale et la complicité de certains Etats influents offrent une couverture politique à cette escalade et sapent les fondements de la légitimité internationale, appelant à une action urgente pour mettre fin à ces crimes, imposer des sanctions dissuasives à l'occupation et à ses colons, et à garantir la protection du peuple palestinien ainsi que la préservation de ses droits inaliénables sur sa terre et ses biens.

RI

CISJORDANIE OCCUPÉE

L'ARMÉE SIONISTE RENFORCE LES RESTRICTIONS D'ACCÈS

Les forces d'occupation sionistes ont renforcé, lundi, leurs mesures de restrictions d'accès, notamment autour des gouvernorats de Qalqilya, de Beith Lehm et de Tulkarem en Cisjordanie occupée, pour le troisième jour consécutif, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

A Qalqilya, l'armée sioniste a fermé l'entrée est de la ville au moyen d'une barrière métallique, après l'avoir ouverte pendant environ une heure et demie à la mi-journée. L'occupation sioniste impose des horaires limités d'ouverture, provoquant d'importants embouteillages et entravant les déplacements des habitants.

Les forces sionistes maintiennent également la fermeture des entrées des villages de Kafr Laqif, Azzun Atma, Al-Funduq et Hajja, à l'est de Qalqilya, empêchant la circulation des résidents. Les habitants sont contraints d'emprunter des routes secondaires plus longues pour rejoindre leurs lieux de travail et leurs destinations.

Dans le gouvernorat de Beith Lehm, les forces de l'occupation ont intensifié le bouclage de la zone, fermant complètement plusieurs accès, dont les entrées sud et est d'Al-Khader (secteur d'Al-Nashash), ainsi que des points d'accès à Beit Jala, Al-Manshiya, Marah Rabah, le village d'Al-Rashaida et l'entrée d'Al-Shawawra à l'est.

A Tulkarem, les postes de contrôle du pont de Jbara, à l'entrée sud de la ville, ainsi que le poste d'Anab, à l'est sont fermés pour

le troisième jour consécutif.

Selon des sources locales citées par Wafa, les forces sionistes empêchent le passage des véhicules et des habitants à travers ces deux points de contrôle, isolant ainsi la ville de plusieurs villages et localités environnantes, notamment les villages d'Al-Kafriyat au sud, ainsi que du reste des gouvernorats de Cisjordanie.

Ces fermetures s'inscrivent dans un contexte plus large de restrictions accrues de circulation en Cisjordanie, où les postes de contrôle et les barrages routiers sont fréquemment renforcés, perturbant les déplacements des habitants et les activités économiques locales.

RS/APS

ÉVOLUTION DES ARMES DE GUERRE

LA SCIENCE AU SERVICE DES CONFLITS

Avant d'arriver à l'ère de l'atome, l'histoire de l'armement a toujours reflété les avancées scientifiques. Chaque époque a vu naître des innovations qui ont transformé l'art de la guerre, passant du combat rapproché au conflit à distance, puis vers des conflits invisibles et mondialisés.

Par Yakout Abina

Avant d'arriver à l'ère de l'atome, l'histoire de l'armement a toujours reflété les avancées scientifiques. Chaque époque a vu naître des innovations qui ont transformé l'art de la guerre, passant du combat rapproché au conflit à distance, puis vers des conflits invisibles et mondialisés.

Depuis les origines de l'humanité, la guerre et la technologie ont avancé main dans la main. L'histoire des armes est aussi celle de l'ingéniosité humaine, capable de transformer un simple outil en instrument de puissance. Chaque époque a vu naître des innovations qui ont bouleversé l'art de la guerre et, par ricochet, la société.

Les armes primitives

Au commencement, l'homme utilisait des outils rudimentaires, pierres taillées, gourdins, lances en bois durci au feu. Ces armes servaient autant à la chasse qu'à la défense. Leur efficacité reposait sur la force physique et la proximité avec l'adversaire. Le combat était direct, presque intime.

L'Antiquité et les premières machines de guerre

Avec les civilisations antiques, les armes se perfectionnent. Les Grecs inventent la phalange, for-



mation disciplinée où la sarisse, longue lance, devient redoutable. Les Romains popularisent le gladius, épée courte adaptée au combat rapproché. Mais l'innovation majeure réside dans les machines de siège : catapultes, balistes et béliers, qui permettent de frapper à distance et de briser les fortifications. La guerre devient une affaire d'ingénieurs autant que de soldats.

Le moyen âge

Le moyen âge fut l'ère des chevaliers et des forteresses. L'épée longue et l'armure symbolisent la puissance du chevalier. L'arbalète, capable de transpercer le métal, change l'équilibre des forces. Les trébuchets projettent des blocs de pierre ou des projectiles incendiaires sur les murailles. La science des fortifications évolue en parallèle, donnant naissance aux châteaux imprenables. La guerre est désormais un affrontement entre offensive et défense, innovation et



contre-innovation.

La Révolution de la poudre à canon

Le véritable tournant technologique s'opère avec la maîtrise de la chimie. L'invention de la poudre noire en Chine au IX^e siècle, introduite en Europe au XIV^e siècle, marque une étape décisive. Ce mélange de salpêtre (nitrate de potassium), de soufre et de charbon de bois révolutionne l'art militaire. Le salpêtre agit comme comburant, fournissant l'oxygène nécessaire et accélérant la combustion du charbon et du soufre. Lorsqu'elle est de bonne qualité et comprimée dans un canon, cette poudre brûle à une vitesse de 300 à 600 mètres par seconde selon sa granulométrie, produisant une déflagration (vitesse d'inflammation inférieure à 1 km/s). La combustion génère un volume de gaz et de résidus environ 289 fois supérieur à celui de la poudre initiale, exerçant une poussée

considérable utilisée pour propulser des projectiles.

L'énergie ne provient plus de la force musculaire, mais d'une réaction exothermique rapide. Le canon, puis l'arquebuse, rendent obsolètes châteaux forts et chevaliers, c'est le début de l'ère balistique. La science cherche alors à stabiliser les trajectoires (avec l'invention des canons rayés) et à accroître la cadence de tir. Parallèlement, les progrès des mathématiques permettent aux artilleurs de calculer des paraboles afin d'atteindre des cibles hors de vue.

Guerres mondiales : l'industrialisation de la mort

La Première Guerre mondiale marque l'entrée dans la guerre industrielle. Mitrailleuses, artillerie lourde, gaz toxiques, chars et avions transforment le conflit en carnage mécanisé. La Seconde Guerre mondiale amplifie cette logique, fusils semi-automatiques, bombardiers stratégiques, sous-marins, radars. L'apogée est atteinte en 1945 avec la bombe atomique, arme de destruction massive qui inaugure l'ère nucléaire dominant la seconde moitié du 20^e siècle. Aujourd'hui, l'évolution se poursuit vers l'immatériel. Les missiles intercontinentaux (ICBM) actuels sont des prouesses de cybernétique. Guidés par satellite (GPS) et capables de transporter des ogives multiples, ils permettent de tuer des millions de personnes sans jamais croiser leur regard. L'étape ultime de cette évolution est sans doute l'Intelligence Artificielle et la Cyber-guerre. L'arme n'est plus forcément un objet physique, mais un code informatique capable de paralyser les infrastructures d'un pays. On tue ou on neutralise par écran interposé, dans un silence clinique.

Y.A

ILLUSION DE L'EFFICACITÉ

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ALOURDIT LA CHARGE DE TRAVAIL

Par Salim Nait Ouguelmim

Une enquête récente met en évidence un paradoxe troublant : loin de libérer du temps et d'alléger les contraintes professionnelles, l'intelligence artificielle tendrait, dans certaines conditions, à accroître la charge de travail et à intensifier le rythme quotidien des salariés.

Cette étude, publiée par la Harvard Business Review, s'est appuyée sur une observation minutieuse menée pendant huit mois au sein d'une entreprise technologique américaine comptant environ deux cents employés. Les chercheurs ont analysé les usages concrets de divers outils d'intelligence artificielle générative mis à la disposition du personnel, dans le cadre d'abonnements libres d'utilisation, afin d'en mesurer les effets réels sur l'organisation du travail, la productivité et le bien-être.

Les premiers résultats ont rapidement révélé une tendance inattendue. Au lieu de se limiter à leurs missions initiales, de nombreux employés ont progressivement élargi leur champ d'intervention, pris en charge de nouvelles tâches et accéléré leur cadence. Des chefs de produit, des designers ou encore des chercheurs se sont mis à réaliser des opérations techniques auparavant réservées à des ingénieurs spécialisés, notamment en matière de programmation.

Si cette polyvalence apparente pouvait sembler bénéfique à première vue, elle a en réalité généré une surcharge indirecte pour les équipes techniques, contraintes d'assurer un suivi, une validation et parfois une correction du travail accompli. Ce déplacement des responsabilités a donc abouti à un accroissement global de la charge, au lieu de la réduire.

Dans le même temps, la dynamique de travail s'est trouvée profondément modifiée. L'interaction avec les chatbots et autres assistants virtuels, souvent perçue comme plus fluide et engageante qu'une tâche administrative classique, a contribué à réduire les temps de pause. La frontière entre travail et repos s'est progressivement estompée, les échanges avec l'IA se poursuivant durant les moments de relâchement, les périodes d'attente, voire en dehors des horaires habituels. Cette continuité numérique a favorisé un allongement discret mais réel des journées de travail, sans que les salariés en prennent toujours conscience.

Les gains de temps observés dans certaines activités, notamment la rédaction, la synthèse d'informations ou la génération d'idées, ont par ailleurs entraîné une multiplication des tâches simultanées. Les employés, désormais capables d'accomplir davantage en un laps de temps réduit, se sont vus confier plus de missions, souvent dans l'urgence. Cette évolution a instauré un nouveau standard de performance, plus élevé, qui s'est rapidement transformé en seuil minimal attendu. Ce mécanisme, qualifié de « workload creep », décrit un phénomène de glissement progressif où la charge de travail ne disparaît pas mais s'étend, stimulée par l'accélération permise par la technologie et par des exigences sans cesse réévaluées à la hausse.

Selon Aruna Ranganathan et Xingqi Maggie Ye, auteurs de l'étude, la véritable promesse de l'intelligence artificielle ne se limite pas à l'optimisation des tâches, mais réside dans la manière dont elle s'intègre harmonieusement aux rythmes humains. Or, leurs conclusions

montrent qu'en l'absence d'une réflexion approfondie sur son usage, l'IA facilite l'enchaînement des activités tout en rendant plus difficile l'arrêt, tant le flux de sollicitations devient constant. Ce déséquilibre subtil peut installer une pression continue, alimentée par l'impression que l'on peut toujours produire davantage, plus vite et avec moins d'effort apparent.

À court terme, les entreprises peuvent se réjouir de l'augmentation sensible de la productivité et se féliciter d'avoir réussi l'intégration de ces nouveaux outils dans les pratiques quotidiennes. Les indicateurs de performance s'améliorent, les délais se raccourcissent et les résultats s'accumulent. Toutefois, cette satisfaction immédiate risque de masquer des effets plus insidieux. À moyen et long terme, l'intensification des rythmes, la réduction des temps de récupération et la sollicitation cognitive permanente peuvent engendrer une fatigue mentale croissante, susceptible d'aboutir à un épuisement professionnel.

Ainsi, l'intelligence artificielle, présentée comme un levier de simplification et de confort, pourrait paradoxalement devenir un facteur de surcharge si son déploiement n'est pas accompagné d'une réflexion organisationnelle profonde. La question centrale n'est donc pas tant de savoir ce que ces outils permettent de faire, mais comment, à quel rythme et dans quel cadre ils sont utilisés. Sans une régulation claire et une redéfinition des attentes, la promesse d'un travail plus léger pourrait se transformer en une spirale d'exigences toujours plus élevées, au détriment de l'équilibre et de la santé des travailleurs.

SNO

MIRACLES DE LA NATURE

LES PLANTES AUSSI « PARLENT »
ET « COMMUNIQUENT »

Les végétaux sont bien moins silencieux qu'on ne le croit ! Nombre d'entre eux disposent en réalité de multiples capacités d'échange avec leurs congénères et avec l'ensemble de leur milieu. Ces interactions permanentes contribuent à façonner, orienter et transformer en profondeur les paysages. Mais pour les comprendre, il faut de gros bagages.

Par Kahina Baghdad

On a longtemps considéré les plantes comme des organismes figés, muets, privés d'intention et d'initiative. Pourtant, les recherches récentes montrent qu'elles entretiennent une communication active non seulement entre elles, mais également avec les animaux, les champignons et les micro-organismes. Ces échanges ne se limitent pas à une simple transmission d'informations : ils influencent directement les dynamiques écologiques, faisant des plantes de véritables actrices des changements qui affectent leur environnement.

Cette communication repose sur des mécanismes bien concrets, principalement fondés sur des signaux chimiques. On peut parler de communication dès lors qu'un organisme émet un message perçu par un autre, lequel modifie alors son comportement. Les plantes doivent donc être capables de capter de nombreux indices extérieurs. Elles perçoivent ainsi la lumière, l'humidité, la disponibilité des nutriments, les contacts physiques, les attaques d'insectes ou encore la proximité d'autres végétaux, autant de signaux qu'elles traduisent en informations utiles.

Grâce à ces perceptions, elles ajustent leur croissance et leur développement : les feuilles s'orientent vers le soleil, les racines se dirigent vers les zones riches, évitent les milieux pauvres ou toxiques. Lorsqu'un agent pathogène les agresse, elles déclenchent des réactions chimiques qui renforcent leurs défenses ou alertent les plantes voisines. Cela implique une capacité à produire des signaux compréhensibles par d'autres organismes, qui sauront les interpréter. Ces stratégies révèlent une véritable faculté d'agir : loin de subir passivement leur environnement, les plantes interagissent avec lui et mettent en œuvre des réponses adaptées, orientées vers un objectif essentiel, leur croissance.

Une grande part des échanges entre végétaux s'effectue grâce à des composés organiques volatils. Ces substances, émises par les plantes, se diffusent sous forme gazeuse dans l'air ou le sol, transportant ainsi des messages. Lorsqu'une plante est attaquée, elle peut libérer ces molécules pour prévenir ses voisines. L'exemple le plus connu, bien que discuté, est celui de l'étude menée par l'équipe de Wouter Van Hoven, à l'Université de Pretoria, montrant que des acacias broutés par des koudous produisaient des tanins toxiques,



tandis que les arbres voisins adoptaient le même comportement.

Les plants qui détectent ces signaux activent leurs défenses.

Les chercheurs ont avancé l'hypothèse que ces acacias agressés libéraient de l'éthylène, substance capable de déclencher la production de tanins chez les arbres alentours, les protégeant ainsi des antilopes. Des phénomènes similaires ont été observés chez d'autres espèces. Chez l'orge, par exemple, l'émission de composés volatils diminue la vulnérabilité au puceron *Rhopalosiphum padi*. Les plants qui détectent ces signaux activent leurs défenses avant même toute attaque.

Certains composés sont spécialement élaborés pour attirer les ennemis naturels des agresseurs. Ainsi, lorsque des chenilles attaquent certaines plantes comme le maïs, celles-ci produisent des molécules destinées à attirer des guêpes prédatrices. D'autres signaux, émis par les racines, permettent aux végétaux de reconnaître leurs voisines, d'identifier leurs parentes et d'adapter leur comportement selon le degré de parenté. Ces mécanismes montrent que la communication végétale dépasse le simple automatisme : elle suppose une analyse du contexte et une réponse modulée.

Cependant, toutes les plantes ne communiquent pas de manière identique. Certaines utilisent des signaux accessibles à de nombreuses espèces, phénomène parfois qualifié d'écoute clandestine. D'autres privilégient des messages privés, très ciblés, compris uniquement par leurs proches ou leurs partenaires symbiotiques, avec lesquels elles échangent informations et ressources. C'est notamment le cas lors de l'établissement des symbioses mycorhiziennes entre plantes et champignons, qui nécessitent un dialogue moléculaire précis.

Le mode de communication adopté dépend donc du contexte écologique. Lorsque des plantes apparentées croissent ensemble,

le partage d'informations bénéficie à l'ensemble du groupe et constitue une stratégie collective. En revanche, dans des environnements fortement compétitifs, préserver la confidentialité des signaux évite que des rivaux en tirent avantage. Cette capacité d'adaptation révèle une remarquable flexibilité dans la transmission de l'information.

Les messages chimiques des plantes ne servent pas uniquement leurs propres intérêts. Ils influencent l'équilibre global des écosystèmes. En attirant les prédateurs d'herbivores, en facilitant les symbioses fongiques ou en modulant la croissance des voisines, les végétaux participent à un vaste réseau d'interactions interconnectées.

Un langage végétal

Se pose alors la question de l'existence d'un langage végétal. Si l'on entend par langage une syntaxe complexe et des symboles abstraits, la réponse demeure négative. Mais si l'on définit le langage comme un ensemble de signaux produisant des effets concrets sur un récepteur, alors les plantes communiquent bel et bien. Certains philosophes se sont interrogés sur les analogies possibles avec le langage humain.

Pour eux, la communication végétale peut être dite performative, car elle ne se contente pas de décrire le monde, elle le transforme. Lorsqu'une plante émet un signal pour repousser un herbivore ou prévenir ses voisines, elle agit autant qu'elle informe. Cette action engendre un effet mesurable, que les philosophes du langage, dans la lignée de John Austin, nomment effet perlocutoire.

Cette conception élargie invite à revoir notre compréhension des écosystèmes. Les plantes ne constituent pas un simple décor inerte, mais des actrices à part entière, capables de remodeler leur environnement par des actions chimiques, physiques et biologiques.

Ces avancées ouvrent des perspectives prometteuses pour une agriculture durable. En tirant parti de la communication végétale, il devient envisageable de renforcer

les défenses des cultures sans recourir aux pesticides, grâce à des associations de plantes ou à des espèces sentinelles capables d'alerter les autres.

La notion de paysages olfactifs apparaît également comme un champ émergent pour l'aménagement des territoires.

Pour y parvenir, un changement profond de regard sur le comportement végétal est nécessaire. Pendant des siècles, on a pensé les plantes incapables de mouvement, de décision ou de conduite propre. Darwin avait pourtant observé, dès le XIXe siècle, leur aptitude à orienter leurs organes en fonction de la lumière, de la gravité ou du contact. Aujourd'hui, il est établi qu'elles peuvent aussi mémoriser certaines expériences et ajuster leurs réactions selon leur vécu. Certains chercheurs s'appuient sur des modèles issus de la psychologie et de la théorie de l'information pour analyser leur prise de décision : perception, interprétation, choix, puis action.

Au-delà de la communication, on parle désormais d'agentivité végétale, c'est-à-dire de la capacité des plantes à agir de manière autonome et pertinente dans un environnement changeant. Reconnaître cette faculté transforme radicalement notre rapport au vivant. Les plantes ne sont pas de simples organismes passifs : elles perçoivent, choisissent et interviennent, seules ou collectivement. Elles modifient les équilibres écologiques, influencent les autres espèces et participent activement à la dynamique du monde.

Cette notion d'agentivité nous incite à abandonner la vision hiérarchique héritée d'Aristote, qui place l'être humain au sommet d'une pyramide de l'intelligence. Elle nous amène à reconnaître la diversité des formes d'action et de sensibilité dans la nature. Comprendre cela, c'est aussi repenser notre manière d'habiter la planète : non plus en dominants, mais en partenaires d'un vaste réseau du vivant, où chaque être est capable de sentir, d'agir et de transformer son environnement.

K.B

L'UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS FORME SES ÉTUDIANTS AU DESIGN THINKING

L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE AU SERVICE DES PROJETS ESTUDIANTINS

Dans le but de promouvoir une culture novatrice et de consolider l'esprit d'entrepreneuriat chez les étudiants, la faculté de médecine Taleb-Mourad, relevant de l'université Djilali-Liabès à Sidi Bel-Abbès, a lancé hier la première session de formation dédiée à la méthodologie du design thinking. Cette initiative s'adresse aux étudiants porteurs de projets innovants souhaitant structurer leur démarche créative.

Par Ikram Haou

Cette formation inaugurale s'inscrit dans l'application de l'arrêté ministériel n° 008, qui vient modifier et compléter l'arrêté 1275 relatif au renforcement des dispositifs de soutien à l'innovation et à l'accompagnement des étudiants entrepreneurs. Organisée sous l'égide de la cellule de suivi de la faculté de médecine, cette session aborde plusieurs thématiques essentielles. Les participants y découvrent notamment comment appliquer la méthodologie du design thinking à leurs projets, en parcourant les différentes étapes que sont l'identification des besoins des bénéficiaires, la définition des problématiques, la génération d'idées originales et l'expérimentation des solutions envisagées.

Durant cette formation, les enseignants encadreurs ont prodi-



gué des explications approfondies, enrichies d'exercices pratiques, afin d'éclaircir les

concepts fondamentaux de cette approche. Ils ont également guidé les étudiants vers l'adop-

tion des méthodes les plus performantes pour développer leurs projets, augmentant ainsi leurs chances de concrétisation dans le cadre de l'entrepreneuriat universitaire. Précisons que cette initiative se déploiera tout au long du mois de mars. Deux autres sessions de formation sont programmées, l'une consacrée au business model canvas et l'autre au prototypage. Ces actions s'inscrivent dans la dynamique impulsée par l'université, en collaboration avec la Commission nationale de coordination, pour soutenir et évaluer l'innovation ainsi que les incubateurs universitaires. Ces structures jouent un rôle déterminant dans la consolidation de l'écosystème innovant au sein de l'enseignement supérieur et dans l'accompagnement des étudiants vers la transformation de leurs idées en projets économiques viables.

I.H

TRADITIONS CONNAISSEZ-VOUS « TAEDIBA » ?

"Taediba", une tradition culinaire ancienne bien préservée dans la wilaya d'El-Meniaa et les zones avoisinantes, est toujours préservée, notamment durant le mois de Ramadhan.

Elle est préparée à base de pâte de dattes de variété Ghers, imbibée de D'hen (matière grasse de lait de chèvre) auxquels sont ajoutés divers ingrédients dont les graines de sésame blanc, pour lui donner une saveur particulière.

La consommation de "Taediba" est accompagnée généralement de lait de chèvre, ou autres, et est présentée en particulier sur la table d'Iftar (rupture du jeûne), car très nutritive et revigorante, d'où la tradition de sa consommation durant le mois de jeûne. Selon Cheikh Bencheikh, père de famille habituée à la préparation de ce mets durant le mois sacré, "Taediba représente une tradition bien ancrée dans la région", ajoutant qu'elle est héritée de génération à une autre, en veillant à sa préparation de manière traditionnelle, très simple et à base d'ingrédients locaux disponibles.

Très apprécié par les enfants, ce mets est aussi occasionnellement préparé dans le cours de l'année, notamment en été, offert accompagné d'un laitage frais.

"Taediba", parmi tant d'autres mets traditionnels, reflète la richesse de l'art culinaire dans la wilaya d'El-Meniaa, mais aussi l'attachement de sa population à leurs traditions alimentaires basées sur des composants naturels et simples.

RS

PARTENARIAT HUMANITAIRE ENTRE LA SGPP ET LE CROISSANT-ROUGE ALGÉRIEN LES PORTS DE PÊCHE S'OUVRENT À LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Par Hamida Indja

La Société de gestion des ports de pêche et de plaisance (SGPP) s'apprête à conclure une convention avec le Croissant-Rouge algérien (CRA) afin de déployer des actions humanitaires tout au long de l'année.

Ce partenariat prévoit la mise à disposition des espaces et infrastructures portuaires pour accueillir diverses manifestations de solidarité organisées sur l'ensemble du territoire.

Selon Warda Bendris, chargée de communication de la SGPP, cette collaboration a été initiée durant le mois de Ramadhan. Elle s'inscrit dans le cadre d'une opération Iftar destinée aux jeunes de passage ainsi qu'aux professionnels du sec-

teur de la pêche, menée au niveau de la pêcherie du port d'Alger. Chaque jour, environ mille repas y sont servis grâce à la générosité de bienfaiteurs. Cette convention s'intègre au programme national de solidarité déployé par le Croissant-Rouge algérien dans plusieurs wilayas du pays pour venir en aide aux personnes durant le mois sacré. La responsable a ajouté que cette initiative vise également à renforcer l'esprit de solidarité pendant le Ramadhan et à soutenir les travailleurs du secteur de la pêche dans les différents ports de la nation.

Créée en 2019, la SGPP est une filiale du groupe Services Portuaires. Elle assure actuellement la gestion et l'exploitation de quarante-six ports de pêche et de plaisance le long du littoral

algérien, avec l'intégration prochaine de deux nouveaux ports à Annaba et à Alger.

De son côté, le représentant du CRA a précisé que l'Iftar de la pêcherie d'Alger s'inscrit dans une vaste opération nationale prévoyant l'ouverture de quatre cent trente-neuf restaurants de solidarité durant le mois de Ramadhan à travers tout le territoire. Environ mille quatre cents volontaires, dont de nombreux étudiants, participent à la distribution des repas dans le respect strict des règles d'hygiène et de sécurité. Selon l'intervenant, d'autres activités sont également programmées prochainement, notamment des sessions de formation aux premiers secours destinées aux personnels de la SGPP.

H I

CAMPAGNES DE SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE UNE CINQUANTAINÉ À NAAMA DEPUIS LE DÉBUT DU MOIS DE RAMADHAN

Les services de la sécurité publique relevant de la Sûreté de wilaya de Nâama ont organisé, durant les dix premiers jours du mois de Ramadhan, près de 50 campagnes de sensibilisation à la sécurité routière au niveau des différentes sûretés de daïra, a indiqué, lundi, un communiqué de ce corps de sécurité.

Au cours de ces campagnes, des conseils et orientations ont été prodigués et des dépliants distribués afin de sensibiliser les conducteurs de véhicules de toutes catégories à la nécessité de respecter le Code de la route et d'éviter l'excès de vitesse, notamment à l'approche de l'heure de la rupture du jeûne. L'accent a également été mis sur la nécessité d'éviter la conduite sous

l'effet de la fatigue, particulièrement pour les conducteurs parcourant de longues distances, et de lutter contre les comportements négatifs tels que la conduite imprudente, précise la même source.

Durant la même période, ces activités de sensibilisation ont également été organisées dans dix établissements scolaires à travers les communes de la wilaya, au profit des élèves et de leurs parents, sous la supervision de cadres de la police. L'objectif est de prévenir certains comportements inappropriés aux abords des établissements scolaires pouvant provoquer des accidents de la circulation et d'encourager le respect des règles de sécurité routière, telles que le respect des feux de si-

gnalisation et la traversée de la chaussée en empruntant les passages pour piétons.

Ces actions ont aussi ciblé les motocyclistes, à travers des recommandations portant sur le port obligatoire du casque, l'évitement de l'excès de vitesse, l'interdiction de conduire pour les mineurs, ainsi que la lutte contre les nuisances sonores résultant de modifications apportées aux moteurs, entre autres, selon la même source.

Cette campagne de sensibilisation se poursuit avec la participation de différents partenaires afin d'accompagner et de sensibiliser les usagers de la route durant le mois sacré, conclut le communiqué.

RS

FOOTBALL/ PRÉPARATION COUPE DU MONDE 2026 PAYS-BAS – ALGÉRIE, LE 3 JUIN À ROTTERDAM

L'équipe nationale de football affrontera en amical les Pays-Bas, le mercredi 3 juin prochain à Rotterdam (19h45, heure algérienne), dans le cadre des préparatifs pour la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet), a annoncé la Fédération algérienne (FAF), lundi dans un communiqué.

Ce test grandeur nature contre l'actuel 7e au classement FIFA, interviendra quelques jours avant le départ des "Verts" pour les Etats-Unis, pour prendre part au rendez-vous mondial.

Outre la sélection "Oranje", les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez affronteront lors du prochain rassemblement, le Guatemala, le vendredi 27 mars au stade Luigi-Ferraris de Gênes (20h30) et l'Uruguay le mardi 31 mars à l'Allianz Stadium de Turin (20h30), au cours d'un stage programmé en Italie.

Pour son grand retour sur la scène mondiale, l'Algérie évoluera dans le groupe J, aux côtés de l'Argentine, de l'Autriche et de la Jordanie.

De son côté, la sélection néerlandaise a hérité du groupe F, avec le Japon, la Tunisie et un barragiste.

L'équipe nationale entera en lice le 17 juin face à l'Argentine à Kansas City (02h00, heure algérienne), avant d'affronter la Jordanie, le 23 juin à Santa Clara, en Californie (04h00, heure algérienne), puis l'Autriche, le 28 juin à Kansas City (03h00, heure algérienne).

RS/APS



COUPE D'ALGÉRIE (1/4 DE FINALE) CRB-MCA À L'AFFICHE, LA JSMB EN QUÊTE D'EXPLOIT

Les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football, prévus mardi et mercredi, seront dominés par le derby tant attendu entre le CR Belouizdad et le MC Alger, alors que le petit poucet de l'épreuve, la JSM Béjaïa (inter-régions), espère créer l'exploit en déplacement face au CS Constantine.

Le CRB et le MCA, vieilles connaissances, se retrouveront ainsi pour la troisième fois de rang en "Dame Coupe". Lors de l'édition 2023-2024, les deux formations algéroises avaient animé la finale, remportée par le Chabab (1-0), avant de se revoir lors de la précédente édition en 1/16e de finale, dans un duel revenu au club de Laâquiba (1-0).

L'explication de ce mardi soir, programmée au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h00), sera à l'instar des précédentes, indécise et ouverte à tous les pronostics, entre deux spécialistes de l'épreuve, même si le CRB semble avoir un ascendant psychologique pour avoir remporté les deux derniers duels.

Éliminé en phase de groupes de la Ligue des Champions, le MCA, leader de la Ligue 1, es-

père jouer son va-tout dans cette compétition, lui qui aspire à sauver sa saison par un titre ou deux.

De leur côté, les Rouge et Blanc, auront à cœur de reconquérir le trophée, cédé l'année dernière à l'USM Alger, vainqueur en finale (2-0). Le CRB et l'USMA se partagent la première place des équipes vainqueurs, avec 9 trophées chacun.

L'autre grande affiche de ces quarts de finale mettra aux prises deux pensionnaires de la Ligue 1 : l'USM Alger et la JS Saoura. Un duel qui s'annonce indécis, d'autant que la formation bécharie a déjà pris le dessus sur les Rouge et Noir à deux reprises cette saison en championnat, aussi bien à Béchar (1-0) qu'à Alger (2-1).

Les Sudistes tenteront donc d'asseoir leur domination psychologique, tandis que les Usmistes viseront une revanche pour poursuivre leur aventure en Coupe, et poursuivre la défense de leur trophée.

Le petit poucet de l'épreuve, la JSM Bejaïa, pensionnaire de la division inter-régions, rêve quant à lui d'un exploit retentis-

sant en déplacement face au CS Constantine.

La JSMB, leader du groupe Centre-Est, à trois longueurs de son dauphin, la JS Azazga, se rendra à Constantine avec l'intention de jouer crânement ses chances, face à une équipe constantinoise qui occupe la deuxième place au classement de la Ligue 1, et qui reste sur une belle série de huit matchs sans défaite, toutes compétitions confondues.

Le dernier quart de finale verra s'affronter deux clubs de Ligue 2 amateur : le CA Batna, leader du groupe Centre-Est, et le MC Saïda, actuel 11e au classement du groupe Centre-Ouest.

Les Batnéens, auteurs de quatre victoires lors des cinq derniers matchs du championnat dont la dernière contre son dauphin l'US Biskra (1-0), partiront largement favoris devant leur public, même si le facteur surpris n'est pas à écarter dans ce genre de confrontations.

Pour rappel, les demi-finales se joueront le mardi 7 avril prochain.

RS/APS

LIGUE 1 MOBILIS

LES DATES DES MATCHS EN RETARD ARRÊTÉES

La ligue de football professionnel (LFP) a fixé la mise à jour du calendrier pour l'apurement des matchs en retard du championnat de Ligue 1 Mobilis, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

A cet effet, le Bureau fédéral a entendu l'exposé présenté par M. Mesloug El Amine, président de la Ligue de football professionnel, portant sur le championnat de ligue 1 qui est à sa 21e journée.

Trente cinq (35) rencontres sur 48 pour le compte de la phase retour ont été jouées dans de bonnes conditions, dont deux rencontres seulement à huis-clos, souligne la même source.

D'autre part, le total des joueurs

enregistrés au cours de la deuxième période "Mercato d'hiver" s'élève à soixante-sept (67) joueurs, dont dix-huit (18) joueurs étrangers.

Voici le calendrier des matchs en retard :

25 mars 2026 (16ème journée) : USMA-JSK et CRB-MCA 30 mars 2026 (17ème journée) : Paradou AC-CRB / MCA-USMA / JSK-ESB Aknoun 24 avril 2026 (18ème journée) : O Akbou-JSK / ESBA-MCA / CRB-USM Khenchela / USMA-PAC 28 avril 2026 (19ème journée) : JS Saoura-CRB / USMK-USMA / MCA-O Akbou. 29 avri /2026 19ème journée) : JSK-MCO.

RS/APS

HANDBALL

LA FAHB LANCE UN PARCOURS NATIONAL DE PERFECTIONNEMENT POUR 120 JEUNES TALENTS

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a annoncé le lancement d'un parcours national de perfectionnement sportif destiné aux jeunes joueurs et joueuses à fort potentiel, à l'issue d'une réunion tenue au siège de l'instance fédérale.

Selon la FAHB, ce programme s'inscrit dans une stratégie de préparation du renouvellement progressif des équipes nationales jeunes en prévision des échéances internationales de 2027, 2028 et 2029.

Présentant le cadre opérationnel du projet, le Directeur du projet sportif, Mourad Kararoubi, a indiqué que le dispositif concerne 120 jeunes talents, répartis sur quatre grandes régions du pays, dans les filières féminine et masculine.

Le programme s'articule autour de deux phases opérationnelles, d'avril à juin puis

de juillet à septembre 2026, combinant des stages régionaux de perfectionnement et un tournoi national d'évaluation. Un accent particulier sera mis sur les catégories U15 garçons et U16 filles. Une base de données centralisée sera également mise en place afin d'assurer un suivi individualisé des joueurs et joueuses concernés.

Parmi les actions structurantes annoncées figurent la désignation, par la Direction technique nationale (DTN), des responsables d'encadrement par sélection et par région, ainsi que la définition des contenus d'entraînement des stages en vue de bâtir le projet de jeu des futures équipes nationales jeunes.

La fédération a également prévu l'organisation d'un stage national dédié au perfectionnement des gardiens de but, placé sous la conduite

de Kamel Ouchia, coordinateur de la Cellule nationale des gardiens de but.

Le dispositif inclut en outre l'intégration de la formation continue des entraîneurs de jeunes aux cycles des regroupements techniques.

Pour la FAHB, l'ensemble de ces mesures traduit "une dynamique d'engagement stratégique" de la DTN en faveur de l'harmonisation et du développement du handball aux niveaux régional et national.

La rencontre, organisée par la Direction technique nationale (DTN), a regroupé les Directeurs techniques régionaux ainsi que la Cellule nationale des gardiens de but, dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif structurant visant à renforcer la détection, la sélection et l'accompagnement des jeunes talents.

RS/APS

FOOTBALL/ LIGUE 1 MOBILIS /DISCIPLINE

LE GARDIEN DU PAC, EL-KOUBI ÉCOPE DE DEUX MATCHS DE SUSPENSION

Le gardien du Paradou AC Mohamed El-Koubi, a écopé de deux matchs de suspension ferme, pour "faute grave", a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), lundi dans un communiqué.

Le gardien N.2 des "Académiciens" a été expulsé, pour avoir touché la balle en dehors de sa surface, lors de la défaite concédée vendredi à domicile face au MC Oran (1-2), lors de la 21e journée du championnat.

Le portier N.1 du PAC, Taoufik Moussaoui, purge une sanction de quatre matchs de suspension, dont un avec sursis, pour propos déplacés envers l'arbitre, lors de la défaite concédée à Béjaïa face à l'Olympique Akbou (3-4), à l'occasion de la 20e journée. Du coup, le PAC se retrouve contraint de composer sans ses deux gardiens principaux.

De son côté, l'entraîneur des gardiens du MC Alger, Fouad Cheriet, s'est vu infliger une amende de 100.000 dinars pour "contestation de décision", lors du match nul concédé à domicile face à la JS Kabylie (0-0). Enfin, l'ES Sétif a écopé d'un avertissement, plus une amende de 200.000 dinars, pour "utilisation et jets de fumigènes sur le terrain sans dommages physiques (première infraction)".

RS/APS

RAMADHAN À TIZI-OUZOU DES SOIRÉES SOUS LE SIGNE DE LA MUSIQUE ET DE LA CONVIVIALITÉ

La direction de la culture et des arts de la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'instar des autres régions du pays, a mis en place un riche programme culturel pour l'animation des soirées tout au long de ce mois de Ramadan.

Par Malika Azeb

Le coup d'envoi de ces soirées artistiques a été donné par la star de la chanson kabyle, Rabah Asma, qui a enchanté, dimanche dernier en soirée, le nombreux public venu assister au concert organisé à la maison de la culture Mouloud-Mammeri.

La star de la chanson kabyle des années 1990 a puisé dans son répertoire ancien et récent afin d'installer une ambiance festive parmi les spectateurs, rapidement conquis, et qui reprenaient en chœur des tubes ayant bercé plusieurs générations.

Dans une atmosphère familiale empreinte de nostalgie, Rabah Asma a fait voyager son public, le temps d'un concert, à travers ses premières œuvres, qui ont connu un franc succès, notamment les chansons « Adhu » (vent), « Arjouyi » (attends-moi), « Dh kem » (c'est toi), « L'dzayar » (l'Algérie), « Igui-dher » (le faucon), « Inas » (dis-lui) et d'autres encore, qui ont largement contribué à sa popularité.

Malgré le poids des années, l'artiste est resté très actif sur scène et a su créer l'ambiance en captivant le public par sa prestation, ce dernier le lui rendant bien en reprenant



ses chansons. Une dame, accompagnée de ses deux filles qui, dit-elle, n'étaient pas encore nées lorsqu'elle écou-

tait les chansons de Rabah Asma, a indiqué que « c'est toujours un plaisir de venir voir Rabah Asma, qui est resté lui-même, un artiste qui sème la joie et qui réalise un travail formidable et soigné sur tous les plans ».

Profitant de l'occasion, le chanteur a rendu un vibrant hommage au défunt Matoub Lounès, à travers l'interprétation de ses chansons, reprises en chœur par le public.

Des vedettes de la chanson amazighe et des talents en herbe figurent également au programme des soirées du Ramadan de la wilaya de Tizi-Ouzou, ainsi que des soirées chaâbi prévues chaque jeudi et vendredi.

Pour jeudi prochain, le chanteur Nacer-Eddine Galiz animera la soirée, tandis qu'Omar Kheloui, Sid-Ali Lekkam et Mohamed Mammar assureront l'animation de la soirée du vendredi.

Plusieurs artistes de renom sont au programme de ces soirées d'animation culturelle durant ce mois de Ramadan.

D'autres chanteurs du chaâbi sont également programmés pour l'animation des soirées tout au long de ce mois sacré et se produiront un peu partout sur le territoire de la wilaya.

MA

LES NUITS SACRÉES D'OUARGLA SOUS LE SIGNE DE LA CULTURE ET DU CINÉMA

La direction de la culture et des arts de la wilaya d'Ouargla a concocté un riche programme culturel et intellectuel diversifié pour l'animation des soirées de ce mois sacré. Ces soirées ramadanesques (Layali Ramadhan) ont été lancées lundi dernier, au cinquième jour de ce mois de Ramadan.

Parmi les différentes manifestations culturelles, des projections cinématographiques sont programmées dans plusieurs espaces publics, à la grande satisfaction des familles.

Cette initiative visant à rapprocher le septième art du grand public, en animant les lieux publics par des activités à caractère éducatif et culturel, a été mise en place par la direction de la cul-

ture, en coordination avec le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel, et s'inscrit dans le cadre de l'animation de la scène culturelle de proximité durant ce mois sacré. Cette semaine, c'est le film « Les vacances de l'inspecteur » qui est programmé. Il sera projeté au centre culturel d'El-Chott, dans la commune d'Aïn El Beïda, ainsi que le film « Taxi clandestin », qui sera présenté à la résidence universitaire Salem Benyounès, a indiqué la directrice de la culture, Fatma Bekkara. Quant au film « Une famille comme les autres », il a été projeté à la résidence Benamar, tandis que « Héliopolis » l'a été à la placette de Haï Ennasr, dans la périphérie d'Ouargla.

M.A

LE CINÉMA COMME AUX PREMIÈRES ANNÉES DE L'INDÉPENDANCE

La culture de l'animation des soirées ramadanesques a toujours existé en Algérie, y compris durant les années 1960 et 1970, juste après l'indépendance du pays. En effet, dans les grandes villes comme Alger, et au sein des quartiers populaires, les autorités culturelles organisaient des soirées rythmées par des projections cinématographiques en plein air.

Dans le quartier du Champ de Manœuvres, actuelle place du Premier-Mai, les habitants, notamment les enfants, attendaient avec impatience l'arrivée d'un camion chargé d'assurer les projections sur les murs blancs des immeubles.

Des camions équipés de projecteurs parcouraient les quartiers afin de diffuser des films au profit des familles qui n'avaient pas les moyens de se payer un ticket d'accès aux salles de cinéma.

Ces projections murales étaient également organisées dans le quartier de Salembier, actuel El Madania, où de nombreuses foules se tenaient prêtes pour la visualisation des films. Ces soirées prenaient une autre dimension, en rassemblant les familles autour de discussions se prolongeant tard dans la nuit.

Cette période, où même sans grands moyens matériels, a profondément marqué les esprits des citoyens des grandes villes, notamment Alger.

M.A

LAYALI RAMADHAN À EL-OUED DE L'HUMOUR À LA MAISON DE LA CULTURE "MOHAMED LAMINE LAMOUDI"

Des spectacles de théâtre comique sont présentés à la Maison de la culture "Mohamed Lamine Lamoudi" d'El-Oued depuis le début du mois du jeûne dans le cadre du programme "Layali Ramadhan 2026". Des troupes de théâtre locales, comme "Panorama", "Les amoureux des planches" et "Lemsentah", ainsi que celles spécialisées dans l'art de la marionnette, ont animé ces soirées en proposant au public des spectacles humoristiques traitent des thèmes sociaux et certains comportements durant le Ramadhan. Le dernier spectacle de la troupe "Lemsentah" a permis au public présent de se délecter, deux heures du-

rant, grâce à trois monologues inspirés du quotidien du citoyen. Conscients du rôle du théâtre dans l'éveil socioculturel des sociétés, les monologuistes ont tenté par leurs prestations à conscientiser le citoyen à l'égard des fléaux ayant influé négativement sur la structure sociale de la famille, en œuvrant à la valorisation de la cohésion sociale, le bénévolat, la lutte contre la toxicomanie, et l'ancrage de la culture de rationalité dans les habitudes de consommation.

Les spectacles ont été attentivement suivis par un public passionné et visiblement satisfait.

RC

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE OPÉRATION DE RESTAURATION AU PROFIT DU PALAIS DU BEY

Le monument historique du Palais du Bey-Mohamed-El-Kébir, situé dans le vieux quartier Sidi-El-Houari à Oran, va bénéficier d'une opération de restauration, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de la Culture et des Arts.

L'opération, inscrite au titre de l'exercice financier 2026, concernera le palais classé au patrimoine national, ainsi que les remparts, les tours de défense, les écuries, les aménagements extérieurs et la mise en valeur du site, a indiqué à l'APS le chef du service du patrimoine, Djamel-Eddine Barka. La même direction a élaboré le cahier des charges et l'a déposé auprès de la commission des marchés, a fait savoir le même responsable, ajoutant que l'entreprise chargée de la réalisation sera ensuite sélectionnée afin de lancer les travaux de restauration dans les plus brefs délais. Compte tenu de l'ampleur du projet, il a été proposé de le fractionner en trois phases, selon la même source, qui a également précisé que le bureau d'études ayant supervisé les travaux d'urgence pour la protection du Palais du Bey sera chargé du suivi du projet de restauration de ce monument historique. Cette opération intervient après l'achèvement des tra-

vauts de protection contre les risques d'effondrement et de dégradation. Les actions engagées ont consisté en d'importants travaux techniques et d'ingénierie visant à consolider les parties fragilisées, stopper la détérioration structurelle du Palais, renforcer le bâtiment, installer des colonnes en bois soutenues par des supports en fer dans les différentes ailes du Palais, protéger les toitures contre les intempéries et traiter les fissures, souligne-t-on. Les travaux ont également concerné la protection des bâtiments annexes, tels que le hammam historique et le Donjon rouge (Bordj El-Ahmar) mérinide, ainsi que l'élagage des racines d'un grand arbre qui menaçaient la structure du mur d'enceinte. Selon des sources historiques, le Palais du Bey a été construit à l'intérieur du fort espagnol "Rosalcazar" par le Bey Mohamed El Kébir Ben Othmane en 1792, qui en fit sa résidence. Ce monument comprend plusieurs ailes, dont le diwan, la chambre de la favorite, les tours de surveillance et d'autres dépendances. Il est également relié à plusieurs sites historiques voisins, dont la mosquée du Pacha et un réseau de tunnels d'Oran.

RC

L'IRAN ET LA PALESTINE

L'ÉPREUVE STRATÉGIQUE FINALE

Un seul mot explique cette détermination à détruire l'Iran : Israël. Ce n'est pas le pétrole, ni une menace imaginée à Washington, une menace pour les États-Unis, je veux dire. C'est Israël, tout simplement.

Par Jeremy Salt

Sans Israël, les États-Unis auraient pu avoir depuis longtemps des relations normales avec l'État iranien. Contrairement aux apparences, ils ont beaucoup en commun. Les deux sociétés sont conservatrices et religieuses.

Sans le blocage d'Israël, les États-Unis pourraient entretenir des relations commerciales et politiques fructueuses avec l'Iran. Le président Rafsandjani (1989-1997) a tenté de stabiliser ces relations en proposant des accords commerciaux.

Il en a été de même pour le président Khatami (1997-2005), réformateur libéral «modéré» et architecte du «dialogue des civilisations». Les États-Unis ont répondu à ces ouvertures par un durcissement des sanctions, puis ont protesté lorsque le «radical» Ahmadinejad a succédé à Khatami.

L'enrichissement, la capacité théorique de l'Iran à fabriquer une arme nucléaire et ses missiles balistiques sont autant de faux-fuyants. Israël veut la destruction de la République islamique parce qu'elle fait obstacle à sa politique de la terre brûlée dont le but est de nettoyer tout le territoire qui l'entoure.

Trump a été averti à plusieurs reprises par ses commandants militaires des risques qu'implique une attaque contre l'Iran, notamment celui d'être entraîné dans une guerre longue et insoutenable. Cela pourrait être évité si Israël allait droit au but et utilisait d'emblée des armes nucléaires. Ce n'est pas du tout impossible. Le génocide de Gaza a certainement montré au monde entier qu'Israël est capable de tout, et même du pire.

Israël profite financièrement des États-Unis depuis des décennies. Il a poignardé les États-Unis dans le dos à de nombreuses reprises. Il a assassiné des marins américains en 1967 (l'attaque contre l'USS Liberty). Il a volé du plutonium aux États-Unis et espionné les États-Unis, dont la trahison de Jonathan Pollard n'est que l'exemple le plus flagrant.

Israël a assassiné des citoyens américains en haute mer, à Gaza et en Cisjordanie occupée. Il viole constamment le droit international, contrairement à l'Iran qui y adhère par principe, mais Israël est pourtant l'État que les États-Unis ont choisi comme partenaire et allié de confiance.

La guerre à venir a été planifiée pour transformer l'Iran en un nouvel «État défaillant», ainsi que les médias appellent les pays délibérément démantelés par les États-Unis et leurs alliés.

Le modèle est la guerre contre l'Irak en 1991. Elle était basée sur la stratégie formulée par le colonel John A. Warden, connue sous le nom de «l'ennemi en tant que système». Si le système – composé d'«éléments organiques essentiels» et de toutes les infrastructures civiles – est détruit, il en résultera une «paralysie stratégique». L'armée sera incapable de poursuivre le combat.

Un désir vieux de plus de 40 ans

C'est ce qu'a subi l'Irak. La campagne militaire s'est ensuite transformée en ce que les coordinateurs



humanitaires aériens de l'ONU ont qualifié de génocide, en privant le peuple irakien de la nourriture et des fournitures médicales dont il avait besoin pour survivre.

Aujourd'hui, l'ennemi est l'Iran, l'État que les États-Unis avaient aidé l'Irak à attaquer avant de se retourner contre l'Irak pour le démembrer.

Cela fait plus de quarante ans que les États-Unis et Israël annoncent leur intention de l'attaquer, l'Iran a donc eu tout le temps de se préparer. Ses alliés – les groupes armés irakiens, Ansarullah au Yémen et le Hezbollah – se joindront à lui. En tant que base majeure de la puissance aérienne américaine, la Jordanie sera probablement l'une des nombreuses cibles. Israël sera pilonné par des missiles hypersoniques. Cette fois-ci, contrairement à la guerre de 12 jours de l'année dernière, il n'y aura pas de quartier.

Quelles qu'en soient les conséquences, cette guerre sera la plus importante de l'histoire moderne du Moyen-Orient. La Russie et la Chine sont déjà impliquées, par le biais de leur traité stratégique global avec l'Iran et de leur aide militaire, mais ce sont ces pays qui décideront où et quand lâcher les «chiens de guerre»¹, et non les experts militaires qui s'expriment actuellement.

L'issue de cette guerre décidera de l'avenir de l'Asie occidentale pour les décennies à venir, peut-être même pour le siècle prochain, comme l'accord Sykes-Picot en 1916. Elle clarifiera la voie à suivre pour la résistance palestinienne.

Une victoire des États-Unis entraînerait non seulement l'effondrement du régime républicain islamique, mais aussi celui de l'Iran en tant que pays unifié.

Mortellement blessé, ses ethnies seraient armées par les États-Unis et Israël, et encouragées à le démembrer en petits États ethniques. Le dernier grand obstacle sur la voie d'un «Grand Israël» aurait été éliminé. Le pétrole iranien retomberait entre les mains de «l'Occident», les États-Unis s'appropriant la part du lion.

Mais si une première frappe massive ne parvient pas à détruire la capacité de riposte de l'Iran, les États-Unis seront entraînés dans une longue guerre qu'ils ne seront peut-être pas capables de mener à bien.

Ils utilisent déjà beaucoup plus d'armes qu'ils n'en produisent. La guerre en Ukraine a épuisé leurs stocks d'intercepteurs et d'autres missiles, mais l'épuisement des stocks et de la production est dû à ce qui a été qualifié d'«atrophie de l'arsenal», et pas seulement à l'Ukraine. Sur le plan militaire, malgré les fanfaronnades de

Trump, les États-Unis ne sont pas prêts pour une longue guerre.

La mort de soldats américains et l'échec perçu d'une guerre contre l'Iran pourraient finalement conduire à une réorientation des États-Unis loin de toute nouvelle implication militaire au Moyen-Orient, d'autant plus que l'opinion publique est de plus en plus convaincue que toutes les guerres récentes ont été menées au nom d'Israël. Il va sans dire que le résultat aura un effet profond sur l'avenir des relations entre les États-Unis et Israël. L'attitude du public a radicalement changé depuis le début du génocide à Gaza. Il est impossible d'envisager un rétablissement de la situation pour Israël aux yeux du public américain, à l'exception des Huckabee2 de ce monde.

Des défaites humiliantes en Afrique et en Asie

La rhétorique qui émane de Washington est imprégnée d'orientalisme. Si l'on part du principe qu'une armée «occidentale» triomphera d'une armée orientale, c'est parce que les armées «occidentales» ont presque toujours triomphé.

Presque toujours, mais pas toujours. Malgré leur immense supériorité en matière de puissance de feu, les armées «occidentales» ont subi des défaites humiliantes en Afrique et en Asie au cours des 200 dernières années.

Les forces expéditionnaires britanniques et italiennes ont été écrasées au Soudan et en Éthiopie à la fin du XIXe siècle, tandis que la victoire du Japon dans la guerre de 1904-1905 contre la Russie a choqué l'Europe occidentale. Il était considéré comme impensable qu'un peuple oriental puisse vaincre une armée «occidentale» moderne jusqu'à ce que le Japon le fasse.

Les 27 et 28 mai 1905, lors de la bataille décisive du détroit de Tsushima, sa marine a coulé six des huit cuirassés russes ainsi que 16 autres navires.

Les Russes ont été dépassés dans tous les domaines. La Grande-Bretagne, aussi inconstante dans ses relations et hostile à la Russie à l'époque qu'aujourd'hui, a aidé le Japon en lui fournissant des armes, des renseignements, une formation et des navires construits dans les chantiers navals britanniques.

La victoire des Nord-Vietnamiens sur l'armée française lors du siège de Dien Bien Phu en 1954 est un autre exemple de résultat inattendu. Le fait qu'une armée de guérilla asiatique ait finalement pu vaincre une force française moderne a provoqué un profond choc psychologique en France,

conduisant à un retrait total de l'Indochine. Les États-Unis ont pris les rênes de la domination «occidentale», avant d'être eux-mêmes chassés du Vietnam en 1975. Cependant, il a fallu environ 3,5 millions de morts au Vietnam, au Cambodge et au Laos pour que cela arrive. Au Moyen-Orient, le choc provoqué par la victoire de l'Égypte au cours de la première semaine de la guerre de 1973, s'explique par le déni raciste d'Israël de la capacité des Égyptiens à traverser une étendue d'eau pour atteindre directement les lignes de front d'une armée d'occupation, l'une des opérations militaires les plus difficiles qui soient.

Le même état d'esprit a profité au Hezbollah au Liban. Pour les Israéliens, leur armée techniquement et moralement supérieure ne pouvait pas être vaincue, mais en 2000, le Hezbollah a chassé Israël du sud du Liban et, en 2006, il l'a à nouveau humilié.

Au cours de ces années, le Hezbollah a fait preuve d'une habileté impressionnante pour pénétrer les communications électroniques israéliennes, ainsi que pour tendre des embuscades et combattre les forces israéliennes sur le terrain. Il a également pris Israël totalement au dépourvu en 2006 en tirant un missile terre-mer qui a failli couler un navire de renseignement israélien.

Si Israël a finalement réussi à imposer sa domination, comme il l'a fait lors des campagnes de bombardements de 2024, ce n'est pas grâce à sa supériorité en matière de renseignement ou de moralité, mais grâce à la possession de bombes massives fabriquées aux États-Unis dont le Hezbollah ne disposait pas. La force brute a prévalu, comme par le passé.

Néanmoins, un graphique établi à partir de 1967 montrerait clairement le relatif déclin militaire d'Israël par rapport à ses ennemis. Ce point a été mis en évidence en juin 2025, lorsque les attaques de missiles balistiques iraniens ont causé des destructions sans précédent en Israël, obligeant Netanyahu à demander un cessez-le-feu dans la guerre qu'il avait déclenchée.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'épreuve décisive qui déterminera l'avenir de l'Asie occidentale pour le siècle à venir. On consacre des millions de mots à l'imminence de cette guerre, mais la seule certitude à ce stade est que personne ne sait vraiment ce qui va se passer, y compris, peut-être, Donald Trump.

Malgré ses fanfaronnades, ce n'est pas une guerre qu'il semble vouloir, mais plutôt une guerre qu'il pourrait être incapable d'éviter.

J.S



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LES 9 VIES DU CHAT : LA VRAIE HISTOIRE DE CETTE LÉGENDE !

On entend souvent dire que les chats auraient neuf vies... Cette idée très ancienne est présente dans de nombreuses cultures à travers le monde. Mais quelle est la légende qui en est à l'origine ?

Qu'il s'agisse d'une croyance réelle, d'une superstition, d'une métaphore ou encore d'un simple proverbe, plusieurs mythes auraient donné naissance aux 9 vies du chat, issus notamment de la mythologie égyptienne ou de la tradition hindouiste. Mais le caractère magique du chat ne s'arrête pas là...

Version 1 : la légende hindouiste
D'après cette légende, c'est le dieu Shiva qui aurait fait don de neuf vies aux chats. De plus, la notion de réincarnation existant depuis toujours dans les croyances hindouistes, il n'est pas étonnant qu'une telle légende ait pu naître !

Cette dernière raconte que Shiva rencontra un chat dans un temple, qui se disait exceller en mathématiques. L'animal avança alors qu'il était capable de compter jusqu'à l'infini... Lorsque Shiva lui demanda de faire démonstration de ce talent, le matou s'exécuta et commença donc à compter...

Mais au chiffre 7, il baillait déjà, et sa voix se fit de moins en moins forte avant qu'il ne sombre dans le sommeil après avoir compté jusqu'à 9 seulement. Car, en plus d'être un fin mathématicien, ce chat était avant tout paresseux ! Alors que Shiva le regardait dormir comme un bienheureux, il entra en méditation et arriva à la conclusion qu'un sommeil si pro-

fond était sûrement proche de l'infini. C'est ainsi que Shiva aurait décidé d'accorder neuf vies aux chats.

Version 2 : la légende égyptienne
Le chat était un animal vénéré des Égyptiens dans l'Égypte antique, représenté dans leur mythologie par la déesse Bastet, qui portait une tête de chat sur un corps de femme. Par conséquent, un pouvoir mystique et divin était attribué aux chats, et il étaient connus et admirés pour leur don à se sortir des situations dangereuses qui pourraient leur coûter la vie. Et encore aujourd'hui, nous savons que le chat possède un talent certain pour déjouer la mort, puisque nous disons qu'il retombe toujours sur ses pattes !

Les Égyptiens attribuaient donc aux chats une sorte d'immortalité en raison de leur faculté à survivre à des chutes de plusieurs mètres de haut. Dans la religion polythéiste égyptienne, le panthéon des dieux comptait neuf dieux principaux, le chiffre 9 étant ainsi considéré comme un symbole de perfection, ce qui en faisait aussi un chiffre porte-bonheur.

D'autre part, les Égyptiens croyaient également en la réincarnation, et étaient convaincus que les chats pouvaient se réincarner sous forme humaine à l'issue de leurs neuf vies. Les neuf vies du chat peuvent donc être vues comme une métaphore du voyage de l'âme à travers les étapes qui mènent à son aboutissement. Le chiffre 9 est aussi associé à la renaissance et à l'éternité dans d'autres cultures.



Enfin, en plus de ces attributs symboliques, le 9 possède une caractéristique mathématique étonnante : les multiplications par 9 donnent toujours un résultat dont l'addition des chiffres obtenus a pour résultat... 9 ! (Par exemple : $9 \times 5 = 45$; $4 + 5 = 9$). Le caractère magique du chat est ainsi rattaché à ces significations mystiques et ésotériques, issues pour la plupart de croyances païennes ancestrales remontant souvent à plusieurs millénaires.

Plusieurs vies, oui... Mais pas toujours 9 !

Si l'on entend souvent parler des neuf vies du chat, on raconte qu'il en a sept dans certaines cultures comme en Italie, en Grèce, au Brésil

et dans certaines régions d'Espagne. En Turquie et dans les pays du Moyen-Orient, il est dit en revanche que les chats ont six vies... Dans tous les cas, cet animal reste associé à des nombres symboliques puisque le 7 est vu comme un chiffre porte-bonheur et le 6 est également présent dans plusieurs textes sacrés comme la Bible et le Coran.

Ajoutez à cela, une capacité à sauter quatre fois sa taille, à voir dans l'obscurité, et à sentir 100 fois mieux que l'homme, et vous comprendrez pourquoi Léonard de Vinci affirmait que « le plus petit des félins est une œuvre d'art » !

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 1er mars 2026

UN PEU DE LITTÉRATURE

« C'est encore une question qui me revient assez souvent et qui n'est pas si facile à trancher tout en paraissant évidente à beaucoup d'entre nous. Quelle est la différence entre un roman et une nouvelle ? »

Approche des définitions

— Le roman s'inscrit dans la tradition littéraire depuis toujours. Prenez une histoire, racontez-la, décrivez vos personnages, les actions, imaginez une intrigue, découpez le tout en chapitres et quelque part, avec un raccourci un peu simpliste, vous tenez un roman.

— La nouvelle n'est pas un sous-genre du roman et se situe bien à part. La nouvelle est un texte généralement très court, avec peu de personnages et dont la fin est aussi importante que le récit en lui-même. Une chute imprévisible et surprenante, concise et très rapide, caractérise parfaitement le genre de la nouvelle.

Alors, la différence ?

On peut la résumer par quelques indices très nets.

- Contrairement au contenu d'un roman, la nouvelle gravite autour d'un seul événement, généralement dans un laps de



temps assez court.

- Le nombre de personnages est restreint et leur psychologie moins développée.

- Bien que cela puisse faire grincer des dents les puristes, le nombre de pages est, pour moi, un détail important. Une nouvelle ne peut afficher des centaines de pages sans devenir ipso facto un roman ! Par conséquent, le texte court et percutant définit la nouvelle !

- Quant à la fin, avec la nouvelle on peut parler de chute. Absolument imprévisible, elle doit surprendre, choquer, sensibiliser ou émouvoir le lecteur.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 28 février 2026

L'OLIVIER DE MA MONTAGNE

« L'olivier de ma montagne natale. Ah ! Je me souviens. On en voyait à tous les coins. C'était l'arbre roi. Respecté pour ses vertus aussi bien culinaires, médicinales que spirituelles. Il occupe non seulement la géographie, mais aussi l'histoire, la fable, le conte. Tel résistant a échappé à la chevroline de l'ennemi grâce à la cachette qu'il a trouvée au sommet de cet arbre. Tel héros a défié l'ogre avec un bâton taillé dans ce végétal. Tel moribond a été ragaillardi grâce à une décoction de feuilles d'olivier. Telle plaie, pourtant incurable, a été cicatrisée grâce à une goutte d'huile d'olive. Les amours et les concordes se tramaient au pied de l'olivier. On y sacrifiait coqs, agneaux et bœufs. La place du village a son olivier plusieurs fois séculaires, comme la fontaine et le cimetière. À tout mal, redoutable ou bénin, ma mère brandissait sa fiole d'huile d'olive. Une toux, de la fièvre, un abcès, des vertiges, une otite, une insomnie, un cauchemar, une peau sèche, des cheveux qui tombent, des yeux qui piquent, de la nausée, de la diarrhée... et là voilà toujours armée du remède ancestral. Que j'aimais la cueillette des olives ! On s'en allait dans les champs, femmes, vieux et enfants et, en nuée d'étourneaux, les doigts fouinant l'herbe mouillée, on ramassait le fruit magique, pendant qu'un acrobate, perché sur une branche, frappait une gaule et, tout en bas, un chaudron, bondé de viande et de légumes, gargouillait et dont les effluves enivraient nos narines affamées. Tiwizi ! Mais comment traduire ce mot sans en trahir la philosophie unique ? Entraide ? C'est plus que cela. Plutôt don de soi et soi donné en besogne, sans rien attendre en retour. Lors des labeurs dans les champs, lors du coulage de fondations ou de dalles, les villageois donnent gracieusement leur temps et leurs muscles à qui veut en bénéficier.

Tiwizi ! Je me souviens. Ah ! Qu'il est loin ce temps béni où la main et le cœur excellaient dans l'aide et l'amour inconditionnels des humains ! »

(Karim Akouche)



Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 25 février 2026



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:50	13:00	16:14	18:44	20:05

CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE ET MORALISATION DE L'ACTE ÉLECTORAL

THÈME D'UNE SESSION DE FORMATION À ALGER

Le ministère de la Communication et l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) ont organisé, lundi à Alger, la deuxième session de formation au profit des journalistes sur le thème "Consolidation de la démocratie constitutionnelle et moralisation de l'acte électoral, et leur lien avec les médias".

Acette occasion, le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a souligné que les médias nationaux constituent "un outil incontournable dans le processus électoral et l'un des fondements essentiels de l'édification démocratique, ainsi qu'un acteur actif sans lequel aucun scrutin ne peut se concevoir".

"Les médias nationaux jouent un rôle stratégique qui va bien au-delà de la simple transmission d'informations ou de la couverture des campagnes électorales, en devenant un partenaire dans l'instauration de la confiance du public envers le processus électoral et dans le renforcement de sa crédibilité et de sa transparence", a-t-il précisé.

M. Bouamama a insisté sur le fait que garantir la neutralité et l'objectivité constitue "un devoir légal et éthique", ajoutant que la neutralité médiatique pendant les périodes électorales "garantit l'égalité des chances entre les candidats, protège la volonté populaire contre les influences illégitimes et consacre le principe d'égalité en ce qui concerne les moyens d'expression publique".

Dans le même ordre d'idées, il a qualifié les médias nationaux de "pilier essentiel" pour le succès de l'ANIE dans l'exercice de ses missions, grâce à "une couverture transparente et équilibrée des étapes de préparation, de vote et de proclamation des résultats, contribuant ainsi à mettre en exergue les efforts de l'ANIE pour garantir l'intégrité et la transparence, tout en renforçant son image d'institution constitutionnelle indépendante, chargée de protéger la voix des



citoyens et d'assurer la crédibilité du processus électoral".

Le ministre de la Communication a également évoqué la question de la déontologie professionnelle durant les échéances électorales, qu'il qualifie de «véritable test de maturité du système de l'information», relevant que la précision, la vérification des sources, le respect de la vie privée, et le bannissement du discours de la haine et de la diffamation «ne sont pas de simples règles professionnelles, mais de véritables garanties à même de protéger le processus démocratique en lui-même».

Cette session de formation permettra aux journalistes «d'évoquer les règles

constitutionnelles issues de la Constitution de 2020 dont les bases ont été posées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et qui ont amorcé une nouvelle ère dans la pratique démocratique dans notre pays», mais aussi «d'ouvrir un débat professionnel autour des pratiques médiatiques dans le sillage des élections».

En conclusion, le ministre a rappelé que «le secteur mise sur la prise de conscience de la corporation médiatique, son professionnalisme et son respect des lois et règles professionnelles, afin que le secteur médiatique algérien soit à la hauteur des enjeux actuels, et un gardien fidèle de la transparence des

élections, soutenant la légalité des institutions élues et contribuant efficacement à l'ancrage de l'Etat de droit et au renforcement de la démocratie participative».

De son côté, le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Karim Khelfane, a estimé que la presse nationale constitue "un partenaire essentiel dans la démarche de consolidation de la démocratie constitutionnelle, de moralisation de l'acte électoral, et dans la sensibilisation à l'importance de l'acte électoral".

A cet égard, il a fait savoir que son instance est pleinement consciente de l'importance du rôle des médias dans l'édification institutionnelle, fondée sur "l'objectivité et la neutralité, la sensibilisation et l'information", outre "la lutte contre la désinformation et le bannissement du discours de haine et de discrimination", et ce, dans le cadre "des règles consacrées par la Constitution et la loi organique relative au régime électoral, ainsi que des lois de la République et de la législation régissant la profession de journalisme".

Pour rappel, cette session de formation a inclus deux ateliers pratiques ayant porté sur les problématiques liées à l'exercice journalistique lors des échéances électorales, l'étude des règles juridiques encadrant une pratique journalistique efficiente durant les élections, la moralisation de l'acte électoral et la consolidation de la démocratie constitutionnelle, ainsi que les garanties juridiques visant à protéger le processus électoral.

SANTÉ PUBLIQUE

INSTALLATION DU NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE DES GREFFES

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a procédé, lundi à Alger, à l'installation du spécialiste en chirurgie thoracique et vasculaire, et en transplantation rénale, Ahmed Nakhla, en qualité de directeur

général de l'Agence nationale des greffes (ANG), a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre a félicité le nouveau directeur général, lui souhaitant "plein succès dans ses nou-

velles fonctions", tout en saluant "son parcours professionnel hors pair, ses efforts scientifiques et ses contributions précieuses au développement de ce domaine vital et important".

Dans ce sillage, il a souligné "la nécessité de relever le défi de la greffe d'organes et de relancer ce domaine, afin de renforcer les capacités du système de santé et de consolider la place de l'Algérie en la matière, tant au niveau régional que continental".

Il a également réaffirmé "l'importance du travail collectif et de la coordination permanente entre les différents acteurs pour insuffler une

nouvelle dynamique à ce secteur vital", appelant à "travailler dans un esprit d'équipe et à unir les efforts pour améliorer le niveau de performance et contribuer efficacement au soutien du système national de santé", ajoute la même source.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de l'ANG, en présence du directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, Hallouz Abed, ainsi que de cadres de l'administration centrale du ministère de la Santé et de l'ANG.

RA

UNE DES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE DU GOLFE

LES PRIX DU PÉTROLE EN NETTE HAUSSE

Les prix du pétrole flambent lundi dans les échanges asiatiques, dopés par les craintes de perturbations sur l'offre de brut en raison de conflits géopolitiques, qui faisaient aussi grimper l'or valeur-refuge et trébucher la Bourse de Tokyo.

Vers 02H30 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord s'envolait de 4,91% à 76,44 dollars, après avoir ouvert en hausse de 13% à plus de 80 dollars. Le baril de WTI nord-américain prenait 4,52% à 70,03 dollars.

Le Brent, référence internationale de l'or noir, avait pourtant déjà progressivement intégré une prime de risque géopolitique pour s'afficher à 72 dollars vendredi, loin des 61 dollars du début d'année.

Le cours de l'or, traditionnel refuge face aux incertitudes géopolitiques, a

grimpé de 2% lundi avant de tempérer ses gains.

Vers 02H30 GMT, le prix de l'or progressait de 1,05% à 5.333 dollars l'once, modérant ses gains au fil des échanges.

Le dollar, de son côté, se renforçait également, gagnant 0,19% face à la monnaie japonaise, à 156,35 yens pour un dollar.

Vers 02H30 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei cédait 1,55% à 57.947 points, et l'indice élargi Topix 1,62% à 3.874 points.

La Bourse de Sydney abandonnait 0,56%, Taipei 0,52%, l'indice hong-kongais Hang Seng lâchait 2,55%, et l'indice composite de Shanghai 0,53%.

RA

POUR S'ENQUÉRIR DE SON ÉTAT DE SANTÉ

TACHERIFT AU CHEVET DU FILS DU CHAHID MOSTEFA BEN BOULAÏD À L'HÔPITAL D'AÏN NAÂDJA

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, s'est rendu, lundi, au chevet du fils du chahid-symbole Mostefa Ben Boulaïd, M. Abdelhak Ben Boulaïd, hospitalisé à l'Hôpital central de l'Armée à Aïn Naâdja, pour s'enquérir de son état de santé, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette visite, le ministre a

adressé "ses vœux de prompt rétablissement et de bonne santé à M. Abdelhak Ben Boulaïd", rappelant "l'engagement constant de l'Etat à suivre et à prendre en charge les familles des martyrs, par fidélité aux sacrifices des symboles de la glorieuse Révolution de libération", ajoute la même source.

RS